



Europe

Le magazine
des jeunes curieux



Union européenne

Ce magazine destiné aux jeunes curieux, accompagné d'un cahier de l'enseignant, est disponible à l'adresse internet suivante:

europa.eu/teachers-corner/index_fr.htm
bookshop.europa.eu

Commission européenne

Direction générale de la communication
Publications
1049 Bruxelles
BELGIQUE

Manuscrit achevé en mai 2013
Texte: Eckart D. Stratenschulte, Europäische Akademie Berlin

À l'origine, le magazine «*Europa. Das Wissensmagazin für Jugendliche*» a été publié par l'Aktion Europa (réunissant le gouvernement fédéral allemand, le Parlement européen et la Commission européenne) en Allemagne. Il a ensuite été retravaillé et mis à jour par la direction générale de la communication de la Commission européenne. La mise en pages initiale a été réalisée par le Zeitbild Verlag und Agentur für Kommunikation, Berlin/MetaDesign AG, Berlin. Le photomontage mettant en scène les jeunes Alice, Jello, Patricia, Motian et Janette est également dû à Zeitbild.

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2013

ISBN: 978-92-79-29211-8
doi: 10.2775/11639

56 p. — 21 × 29,7 cm

© Union européenne 2013

Reproduction autorisée. Toute utilisation ou reproduction de chacune des photos est soumise à une autorisation préalable à demander directement aux détenteurs des droits d'auteur.

Europe

Le magazine des jeunes curieux



Contenu

1 — L'Europe au quotidien 4

Salut! Nous sommes étudiants au lycée Robert-Jungk de Berlin et allons vous guider dans la lecture de ce magazine.

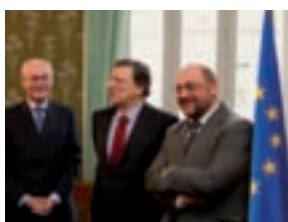


2 — L'Union européenne — Mais c'est qui exactement? 10

L'Union européenne (UE) regroupe 28 États, qui ont décidé d'unir leurs destins.

3 — Comment l'Union européenne fonctionne-t-elle? 16

L'UE est souvent comparée à un État. Or elle fonctionne complètement différemment.



4 — L'UE — Que fait-elle exactement? 24

Certains disent que l'UE n'en fait pas assez, tandis que d'autres prétendent qu'elle se mêle de tout. Comment séparer le vrai du faux?



5 — L'Europe avance — L'élargissement de l'Union européenne 34

L'Union européenne a été fondée par six pays, mais a toujours eu vocation à englober le continent européen et est donc ouverte à d'autres membres.



6 — L'Europe dans le monde 40

Nous, Européens, ne sommes pas seuls au monde. Qui plus est, nous sommes loin de représenter la majorité de la population mondiale.

7 — L'avenir de l'Europe 46

Et demain dans tout cela? Les missions de l'UE au XXI^e siècle.



L'Europe au quotidien



«Salut! Nous sommes Alice, Jello, Patricia, Motian et Janette, et étudions au Lycée Robert-Jungk de Berlin, un centre scolaire polyvalent comprenant une filière germano-polonaise. Vous nous retrouverez dans ce magazine, à côté de quelques infos importantes. Vous trouverez en de nombreux endroits des exercices intéressants, des petits quiz et des idées de discussion. Vous constaterez par vous-mêmes qu'apprendre, ça peut être chouette!»

«L'Europe, c'est loin». Cette phrase est bien entendu stupide, car, en tant que citoyens de l'Union, l'Europe est notre chez-nous. Elle est notre lieu de vie. Pour autant, pour de nombreuses personnes, l'Europe, c'est loin. Cela vaut en particulier pour l'Union européenne, c'est-à-dire le regroupement de pays européens qui ont décidé de bâtir leur avenir ensemble. Le présent chapitre a pour but de vous familiariser un peu avec l'Union européenne. Vous constaterez rapidement par vous-mêmes que l'Europe, c'est nous!

Exercice

«Bruxelles», c'est loin?

Chaque jour, nous entendons parler de l'Union européenne, que ce soit sur les ondes ou dans les journaux. Or, de nombreuses personnes ne prêtent aucune attention à l'UE. Selon vous, à quoi est-ce dû?

- L'UE n'a guère d'impact sur notre vie de tous les jours.
- L'UE est trop compliquée.
Les médias ne parlent pas assez de l'UE.
- Toutes les décisions importantes sont prises dans les États membres, et non à Bruxelles ou à Strasbourg. S'intéresser à la politique nationale est donc suffisant.
- De manière générale, la politique est ennuyeuse.



©Corbis

Petit quiz sur l'Europe

Combien de membres l'Union européenne compte-t-elle?

- 12
- 15
- 25
- 28
- 30

Comment les députés européens sont-ils élus?

- Ils ne sont pas élus, mais nommés par leur chef d'État sur proposition du chef de gouvernement.
- Dans le cadre des élections législatives de chaque État membre, vu que les députés européens siègent également dans leur parlement national respectif.
- Ils sont envoyés au Parlement européen par les parlements nationaux.
- Dans le cadre d'élections générales, par vote à bulletin secret, tout comme les députés nationaux de leur propre pays.

Combien de pays membres de l'UE ont adopté la monnaie unique, l'euro?

- Tous les pays membres de l'UE
- Les 6 pays fondateurs
- 13 pays
- 17 pays

L'enveloppe des dépenses de l'UE pour 2013 s'élève à 133 milliards d'euros. D'après vous, quel pourcentage de la performance économique des pays de l'UE, le produit intérieur brut (PIB), cela représente-t-il?

- 80,9 %
- 50,2 %
- 15,3 %
- 0,99 %

La Cour de justice de l'Union européenne veille au respect du droit européen. Où son siège se trouve-t-il?

- À Lisbonne
- À Bruxelles
- À Strasbourg
- À Luxembourg

Exercice

Et qu'en est-il pour vous personnellement?

L'Union européenne m'intéresse:

- énormément
- assez bien
- moyennement
- peu
- très peu
- pas du tout

parce que _____



Exercice

En quoi l'UE intervient-elle dans notre vie?

Dix exemples

Notre vie	Le lien avec l'UE	À mes yeux, c'est		
		très important	important	sans importance
Le commerce intra-UE ne cesse de se développer. Il ne concerne pas seulement les grands groupes; les petites et moyennes entreprises en profitent de plus en plus également. Tout cela contribue à garantir l' emploi .	À la suite de la création du marché intérieur européen, regroupant 500 millions de citoyens, les échanges commerciaux entre les pays de l'UE sont passés de 800 milliards d'euros en 1992 à 2 540 milliards en 2010.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le prix des communications téléphoniques a considérablement diminué ces dernières années.	L'UE a libéralisé le marché des télécommunications, c'est-à-dire qu'elle a démantelé les monopoles nationaux pour permettre la concurrence. L'UE intervient directement là où le fonctionnement de la concurrence laisse à désirer. C'est ainsi que les communications à l'étranger à partir d'un téléphone portable sont devenues moins chères grâce aux efforts du Parlement européen et de la Commission européenne.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Voyager en avion est devenu nettement moins cher ces dernières années, de sorte que les jeunes et les familles avec enfants peuvent désormais se le permettre.	Dans ce domaine également, l'UE a démantelé les monopoles nationaux pour laisser libre cours à la concurrence. Par exemple, il est désormais possible de rejoindre la France, au départ de la Hongrie, avec une compagnie aérienne britannique. Qui plus est, les droits des passagers ont été renforcés. Tout passager qui ne peut pas embarquer en raison d'une surréservation ou qui manque son rendez-vous en raison d'un retard important est dédommagé.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Les ventes par «démarchage à domicile» , dans le cadre desquelles le démarcheur tente de convaincre le client d'acheter, par exemple, une encyclopédie ou un aspirateur, peuvent être annulées, afin d'éviter tout préjudice à la personne prise à l'improviste. Cette possibilité vaut également pour les ventes d'abonnements à des revues ou pour la signature de tout autre contrat en rue.	L'UE a mis un terme à ces pratiques dans l'Europe tout entière en adoptant une directive à ce sujet. Désormais, toute personne ayant conclu ce genre d'affaire peut encore réfléchir, même si elle a déjà signé.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Notre vie	Le lien avec l'UE	À mes yeux, c'est		
		très important	important	sans importance
Le délai de garantie des biens de consommation tels que les appareils électroniques est désormais de deux ans. Par conséquent, si le téléphone portable se casse après un an, il est réparé ou échangé gratuitement.	Les règlements de l'UE ont instauré des délais uniformes. La garantie est européenne. Le fait que le client ait acheté le bien dans tel ou tel pays de l'UE n'a donc pas d'importance.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
La pollution de l'environnement ne connaît pas de frontière. Nous devons tous respirer. Aussi la pureté de l'air revêt-elle une importance particulière. La qualité de l'air que nous respirons s'est améliorée au cours de ces dernières années.	L'UE a introduit, à l'échelon de l'Union, des normes contraignantes en matière de qualité de l'air, que les États membres doivent observer au moyen de mesures concrètes.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Nous utilisons de l' eau pour nous laver. Mais pas seulement pour cet usage. Nous la buvons aussi. Et là, la qualité de l'eau est cruciale. Tout habitant de l'UE peut sans crainte ouvrir le robinet et remplir son verre.	Cela fait dix ans que l'UE a introduit, dans le domaine de l'eau potable, des normes auxquelles doivent se conformer tous les États membres.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Voyager en Europe est devenu très simple. Il n'existe plus de contrôles aux frontières entre la plupart des États européens.	En adoptant l'accord de Schengen, l'UE a supprimé les contrôles aux frontières entre les États. Se rendre du Cap Nord à la Sicile sans aucun contrôle aux frontières, c'est ça l'UE dans la pratique. Seules la Grande-Bretagne et l'Irlande constituent une exception. De même, la Bulgarie, Chypre, la Croatie et la Roumanie ne font pas encore partie des pays Schengen.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Les citoyens de l'Union peuvent travailler dans de nombreux États de l'UE comme s'ils étaient chez eux. Tout citoyen peut décider de l'endroit qui lui plaît le mieux ou de l'endroit où il va travailler .	L'UE a instauré la liberté de circulation sur son marché intérieur. Un Viennois peut travailler tant à Bruxelles qu'à Rome, à Londres qu'à Varsovie, à Linz qu'à Innsbruck.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Il arrive malheureusement de tomber malade ou d'avoir un accident en vacances . Dans ce genre de cas, quel soulagement de pouvoir être pris en charge sans complication et sans devoir payer: une réalité dans de nombreux pays européens.	Les pays de l'UE mettent réciproquement à disposition leurs systèmes d'assurance santé. Tout ce qu'il faut, c'est présenter une carte d'assurance européenne ou un formulaire équivalent. On peut ensuite se concentrer sur sa guérison, sans perdre son temps en formalités administratives dans une langue qu'on ne connaît peut-être pas.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Exercice

Quelles réponses vos camarades de classe ont-ils choisies?

Comparez les résultats et débattuez-en.

Exercice

L'UE à la maison

Pensez à votre vie de tous les jours et à votre famille. Quelle forme l'UE prend-elle dans cet environnement? Cherchez des exemples. Pensez à la nourriture, à l'argent, à l'école, aux études, aux voyages, aux achats et au travail.



Se former et étudier dans un autre pays membre de l'UE

► La liberté de circulation n'est du reste pas seulement mise à profit par les travailleurs, mais également par les touristes, les retraités, les étudiants et les élèves de l'enseignement professionnel.

La mobilité des étudiants est encouragée par le programme «Erasmus» de l'UE. Les étudiants bénéficient à ce titre d'une aide financière et organisationnelle pour un séjour à l'étranger, dans une école supérieure partenaire en Europe. Le système européen d'unités capitalisables permet de comptabiliser les cours suivis à l'étranger dans le cadre des études dans le pays d'origine. Les semestres

passés à l'étranger ne sont donc pas «perdus».

Les apprentis ont eux aussi leur propre programme de l'UE, à savoir le programme «Leonardo da Vinci», qui soutient, du point de vue financier et organisationnel, la formation n'importe où en Europe. Quelque 75 000 jeunes citoyens de l'Union en profitent chaque année et suivent une partie de leur apprentissage dans un autre pays. Le programme s'inscrit dans le cadre d'une coopération avec les entreprises et les institutions. C'est ainsi que naissent des projets pour lesquels de jeunes gens (apprentis, jeunes travailleurs, mais également jeunes sans emploi) peuvent postuler.

Se laisser entraîner dans un tel projet à l'étranger demande peut-être des efforts au début, mais les expériences que les jeunes y acquièrent sont très positives.

Alice: «Au total, ce sont quelque 2,5 millions d'étudiants et 300 000 enseignants qui, entre 1987 et 2012, ont passé un semestre ou deux dans un autre pays de l'UE dans le cadre du programme Erasmus. Plus de 3 000 universités, réparties dans 28 pays de l'UE et 5 pays hors UE, ont pris part à ce programme de coopération académique.»

Exercice

Pouvez-vous vous imaginer passer une partie de votre formation, une année d'études, voire toutes vos études à l'étranger?

Rédigez une liste d'arguments pour et contre. Quel camp l'emporte?

Arguments en faveur d'une partie de la formation à l'étranger

Arguments contre une partie de la formation à l'étranger

1.

1.

2.

2.

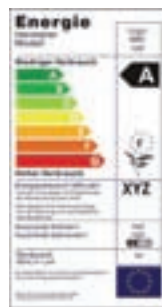
3.

3.

4.

4.

Comparez vos résultats et discutez-en.



Exercice

Symboles européens

Connaissez-vous les symboles et éléments illustrés? Où les trouve-t-on? Réfléchissez à leur lien avec l'Europe et avec notre vie.

L'Europe au quotidien

► La première question que nous nous sommes posée portait sur la raison pour laquelle l'Europe semble si éloignée pour de nombreux citoyens. Les motifs sont multiples.

Toutefois, si on y regarde de plus près, on constate rapidement que l'Europe, ou plus exactement l'Union européenne, est en réalité toute proche. Elle détermine notre vie à de multiples égards.

Rien que dans notre portefeuille: l'euro est notre monnaie commune, que certes tous les États n'utilisent pas encore, mais qui a quand même été adoptée par plus de la moitié d'entre eux. Lors de vacances en Autriche, en France ou en Espagne, par exemple, nous pouvons payer avec notre devise commune. Mais même là où l'euro n'est pas la monnaie du pays, il est volontiers accepté en tant que devise mondiale forte. Avec l'euro, les portes du monde entier nous sont grandes ouvertes.

Le fait de pouvoir voyager facilement dans l'UE va tellement de soi pour nombre de personnes qu'elles ne s'en rendent même plus compte. Or, il n'y a pas si longtemps, la situation était complètement différente. En effet, les

passports étaient contrôlés aux frontières, ce qui engendrait des embouteillages, et les douanes scrutaient ce que nous avions acheté en vacances et ramenions à la maison.

Les voyages en avion sont devenus nettement moins chers. Et l'UE y est une fois de plus pour quelque chose, dans la mesure où elle a supprimé les monopoles nationaux. Concrètement, il n'existe plus de compagnie aérienne nationale par pays, qui était la seule à pouvoir proposer les vols, ce qui lui permettait de demander des prix élevés. Aujourd'hui, chaque compagnie aérienne de l'UE peut proposer les vols de son choix. Il est ainsi possible, aujourd'hui, de quitter le Danemark pour l'Espagne à bord d'un avion affrété par une compagnie irlandaise, par exemple.

La sécurité des vols au sein de l'UE est également le fruit du travail de l'Union européenne, qui a instauré des normes de sécurité communes pour tous les États membres et refuse aux «avions poubelles» l'accès à notre espace aérien.

Nombre de ces réglementations sont à mettre à l'actif du marché intérieur. Quand

on veut un marché unique dans lequel tout un chacun peut acheter et produire, là où il veut, comme il veut, il faut des règles communes.

Les autorités policières de l'UE coopèrent elles aussi étroitement, et une institution spécifique, l'Office européen de police (Europol), coordonne les données. Il ne s'agit pas de superflics sillonnant l'Europe à toute allure, fusils dégainés, mais de fonctionnaires de police nationaux qui collectent des informations sur les criminels et les actes de criminalité, avant de les mettre à disposition des autorités policières de l'ensemble de l'Union. Ils ne traitent que la grande criminalité. Le problème des voitures mal stationnées, par exemple, ne relève pas de la compétence d'Europol. Il s'occupe en revanche des trafiquants d'êtres humains, des trafiquants de drogue, des faussaires et des criminels sexuels, des trafiquants de voitures et des cyberescrocs, qui n'hésitent pas à profiter de l'ouverture des frontières pour réaliser leurs sales besognes.

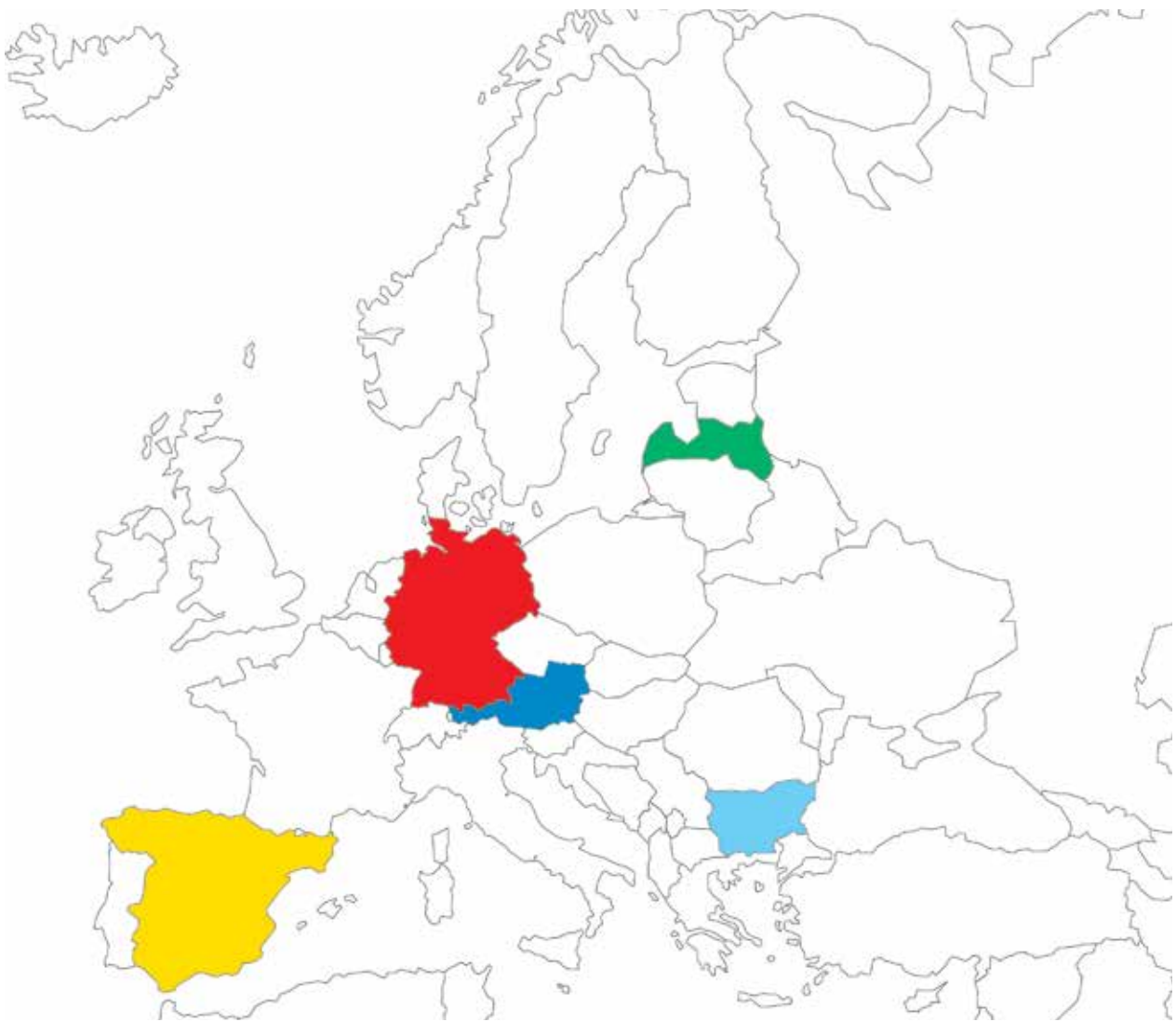
La pollution environnementale ne s'arrête pas aux frontières. Aussi le problème de l'environnement requiert-il absolument une approche

commune. Nous sommes directement concernés. En fin de compte, nous respirons tous, nous buvons et recyclons l'eau et nous mangeons des céréales que nous faisons pousser dans les champs. La défense européenne de l'environnement permet d'éviter, au moyen de normes communes, qu'un pays de l'UE ne puisse tirer des avantages économiques par rapport aux autres du fait qu'il ne respecte aucune exigence environnementale et, partant, soit en mesure de produire des biens à moindre coût. Le devoir d'équité sur le marché intérieur européen garantit l'emploi, car il empêche toute concurrence déloyale.

Nombre de citoyens refusent les aliments génétiquement modifiés. Mais comment déterminer si les céréales ont été produites à partir de maïs génétiquement modifié? L'UE a imposé à tous les fabricants d'aliments d'étiqueter leurs produits. Toute modification génétique doit être mentionnée sur l'étiquette.

Et on pourrait ainsi continuer indéfiniment, tant les exemples sont nombreux. Mais il ne fait désormais plus aucun doute: l'Europe, c'est nous tous! Et l'Europe nous concerne tous.

L'Union européenne — Mais c'est qui exactement?



L'Union européenne, ce sont 28 États qui se sont unis pour prendre leur destin en main ensemble. Quels sont les États qui constituent l'Union européenne et pourquoi se sont-ils associés?

Exercice

Qui en fait partie?

Vous trouverez ci-après une liste d'États. Ils sont tous situés en Europe, mais ne font pas tous partie de l'Union européenne. Tentez de déterminer qui est membre de l'UE et inscrivez ceux que vous pensez être membres dans la liste ci-dessous, dans l'ordre de leur date d'adhésion!

Albanie, Allemagne, ancienne République yougoslave de Macédoine, Andorre, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Cité du Vatican, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grande-Bretagne, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Moldavie, Monténégro, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Ukraine.

États membres de l'UE:

Pays	Année d'adhésion	Nombre d'habitants	Capitale
	Membre fondateur 1952/1958		
	Membre fondateur 1952/1958		
	Membre fondateur 1952/1958		
	Membre fondateur 1952/1958		
	Membre fondateur 1952/1958		
	Membre fondateur 1952/1958		
	1973		
	1973		
	1973		
	1981		
	1986		
	1986		
	1995		
	1995		
	1995		
	2004		
	2004		
	2004		
	2004		
	2004		
	2004		
	2004		
	2004		
	2004		
	2004		
	2007		
	2007		
	2013		

Exercice

Que savez-vous de plus au sujet de ces pays — ou que pouvez-vous découvrir à leur sujet?

Veuillez, par groupes, réunir vos informations et tentez de les schématiser. Que savez-vous de la cuisine, de la culture, des langues de ces pays? Rédigez une petite fiche d'identité pour les pays que vous connaissez le mieux ou au sujet desquels vous avez appris davantage d'éléments.



Petit quiz sur l'Europe

1. Quelle est la capitale la plus petite de l'UE, et combien d'habitants compte-t-elle?
2. Dans quelle capitale de l'UE fait-il le plus froid, c'est-à-dire dans quelle capitale de l'UE la température moyenne est-elle la plus basse en janvier?
3. Quel est le plus haut sommet de l'Union européenne?
4. Quelles mers l'Union européenne borde-t-elle?
5. Quels pays de l'UE ont-ils des monarques à leur tête, par exemple une reine?
6. Combien de langues officielles parle-t-on en Belgique?
7. Quel est le pays de l'UE le plus peuplé?
8. Quel est le plus grand pays de l'UE?
9. Quelle est la capitale la plus à l'est au sein de l'Union européenne?

Question spéciale aux connaisseurs:

10. Pourquoi le drapeau européen compte-t-il douze étoiles, et non pas une par État membre?

Pourquoi l'Union européenne compte-t-elle tant de langues officielles?

► L'UE étant une organisation démocratique, elle doit s'adresser à ses citoyens, mais également aux gouvernements des États membres et à leurs administrations, aux entreprises et autres organisations, dans leur propre langue. Les citoyens ont le droit de savoir ce qui est entrepris en leur nom. Ils doivent avoir la possibilité de participer activement, sans devoir apprendre au

préalable une langue étrangère. L'Union européenne adopte en outre des dispositions qui s'appliquent directement à tous les citoyens de l'Union.

Ces dispositions doivent être accessibles dans la langue maternelle des citoyens et citoyennes de l'Union, ainsi que, naturellement, des juridictions nationales, ce qui veut dire qu'elles

doivent être rédigées dans toutes les langues officielles. L'utilisation des langues officielles contribue à la transparence, à la légitimité et à l'efficacité de l'UE et de ses organes et organismes.

En cliquant sur le lien suivant, vous trouverez un quiz amusant sur les langues européennes: http://ec.europa.eu/languages/quiz/quiz_fr.htm

Exercice

Parlez-vous européen?

Depuis l'adhésion du pays qui a Zagreb pour capitale, l'Union européenne compte 24 langues officielles. Recomposez-les à partir des syllabes suivantes!

al – grois – mal – le – an – lan – bul – main – ga – re – vè – cro – da – lo – dais – pa – es – tu – to – fin – fran – çais – gr – gnol – ec – né – lan – hon – es – ir – tu – ita – ton – li – an – slo – ien – tais – po – er – nien – nais – por – nois – gais – nois – rou – ate – va – glais – que – let – slo – ne – su – é – dois – tchè – dais – que – mand – lien

Potentiel économique

► Les pays membres de l'UE sont non seulement de tailles différentes, mais connaissent également des fortunes financières diverses. Certains pays offrent à leurs habitants un niveau de vie très bon en moyenne, tandis que d'autres affichent un niveau de vie nettement plus bas. Sur ce point se pose naturellement la question de savoir comment il est possible, dans les faits, de mesurer ce paramètre. Enfin, chaque pays compte des riches et des pauvres. Qui prend-on comme référence, le chef d'entreprise ou son chauffeur, le médecin en chef ou la secrétaire?

Les statistiques économiques ont apporté une solution à ce problème en mesurant tout d'abord le potentiel économique d'un pays. Il s'agit de l'ensemble de la valeur créée dans un pays

en une année. Chaque voiture construite dans ce pays sur une année, chaque coupe de cheveux réalisée par un coiffeur, chaque litre de lait produit par vache et ensuite revendu sont exprimés en argent et comptabilisés. C'est ce qu'on appelle le produit intérieur brut (PIB). Le PIB ne révèle toutefois pas grand-chose de la richesse d'un pays, car il existe en effet des grands et des petits pays. C'est la raison pour laquelle il est ensuite divisé par le nombre d'habitants. C'est ainsi qu'on obtient le PIB par habitant.

Mais les choses se compliquent encore: quand on veut comparer des pays présentant des capacités économiques différentes, il convient de ne pas oublier que le pouvoir d'achat varie lui aussi d'un pays à l'autre. Une réalité qui n'a

pas échappé à quiconque ayant déjà passé ses vacances à l'étranger. Par rapport aux prix de son pays, il constatera qu'ils sont soit très élevés, soit au contraire très avantageux. Un pain peut coûter 1 euro dans un pays, contre 2 ou 3 euros ailleurs. Par conséquent, les économistes ne considèrent pas seulement l'argent dont dispose la population d'un pays par habitant, mais également ce que les habitants peuvent acheter avec cette somme d'argent. Et c'est cet élément qui est décisif. Il s'agit de la parité du pouvoir d'achat, qui est le seul critère permettant de comparer les pays entre eux.

Ainsi, une comparaison des potentiels économiques des pays de l'UE sur la base de la parité du pouvoir d'achat donne ceci:

Pour les Européens

(Comparaison des produits intérieurs bruts par habitant sur la base de la parité du pouvoir d'achat, 2011)



Le PIB par habitant en Autriche ou en Irlande dépasse ainsi de 29 % la moyenne de l'UE. Le PIB par habitant de l'Italie correspond exactement à la moyenne de l'Union, tandis que le même PIB en Roumanie et en Bulgarie n'atteint pas 50 % de cette même moyenne.

Les différences de «niveau de vie» persisteront longtemps au sein de l'UE. Malgré tout, il est du devoir de l'Union européenne de gommer ces disparités. C'est pour cette raison que les régions les plus pauvres de l'UE reçoivent des fonds européens grâce auxquels elles

peuvent améliorer leurs infrastructures et, de ce fait, leurs perspectives économiques. C'est ce qu'on appelle la politique structurelle, à laquelle l'UE consacre environ la moitié de la totalité de son budget.

L'Union européenne — Unie dans la diversité

► Comme vous l'avez constaté, l'UE se compose de pays très différents. Le plus grand, l'Allemagne, compte près de 82 millions d'habitants, contre tout juste 400 000 pour Malte, le plus petit. La Finlande et l'Italie sont membres de l'UE, tout comme le Portugal et la Pologne. Il suffit de regarder une carte pour se rendre compte de la diversité de l'UE, dont les citoyens parlent différentes langues et écrivent en trois alphabets différents. L'UE regorge de traditions, de cultures, de coutumes culinaires et de fêtes populaires. Même l'histoire n'a pas touché les pays de la même façon. De nombreux pays membres de l'UE se sont fait la guerre, se sont emparés de territoires des uns et des autres, et les préjugés ont donc parfois la peau dure. Malgré tout cela, comment les 28 pays sont-ils parvenus à s'unir?

Pour répondre à cette question, un petit détour historique s'impose. Après l'effroyable Seconde Guerre mondiale, qui a commencé un peu plus de vingt ans après la Première Guerre mondiale, nombreuses sont les voix qui se sont élevées pour dire «plus jamais ça».

Dans la tête de l'Allemagne et de la France, anciennes ennemies, a germé l'idée de ne plus s'affronter, mais de s'unir de manière à pouvoir se garder l'une l'autre à l'œil. Les grands dirigeants politiques qui ont défendu ce projet et l'ont également mis en œuvre étaient le ministre français des affaires étrangères Robert Schuman (1886-1963) et le chancelier fédéral allemand Konrad Adenauer (1876-1967).

La première construction qui a donné naissance à l'UE d'aujourd'hui était la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), entrée en vigueur

en 1952, dont l'objectif était la gestion commune des réserves de charbon. À cette époque, le charbon jouait le rôle qu'ont le pétrole et le gaz naturel aujourd'hui, c'est-à-dire celui de première source d'énergie. La crainte était grande de voir l'Europe se déchirer à nouveau au sujet de cette matière première. C'est dans ce contexte que la distribution du charbon et la reconstruction de l'industrie lourde ont été confiées à une autorité commune, au sein de laquelle étaient représentés les membres de la CECA. Il s'agissait à l'époque, outre l'Allemagne et la France, de la Belgique, de l'Italie, du Luxembourg et des Pays-Bas. Le principe de la CECA était on ne peut plus simple: chaque État peut émettre son avis, en échange de quoi il est disposé à accepter des interventions dans sa propre politique. Ainsi, finis le travail de sape et l'armement dans le plus grand secret, place à la reconstruction de l'Europe, ensemble. Parallèlement, les partenaires pouvaient cesser d'avoir peur les uns des autres, gage de paix en Europe. Le premier président de la Haute Autorité de la CECA était le Français Jean Monnet (1888-1979), qui figure également parmi les grands fondateurs de l'intégration européenne.

Ce principe a été étendu quelques années plus tard à l'économie dans son ensemble, et ce grâce à la Communauté économique européenne. Instituée en 1957 par les traités de Rome, elle est entrée en vigueur en 1958.

Et l'opposition céda la place à la coopération. Une coopération extrêmement fructueuse. La Communauté européenne a donné l'impulsion à un essor économique énorme. Il n'est donc guère étonnant que, au fil des ans, de plus en plus de pays l'aient rejointe. C'est ainsi

que, en 1973, le Danemark, la Grande-Bretagne et l'Irlande ont rejoint le cercle des pays de l'actuelle UE, suivis de la Grèce en 1981, puis de l'Espagne et du Portugal en 1986. Au terme du conflit Est-Ouest, la voie fut libre pour les États neutres qu'étaient l'Autriche, la Suède et la Finlande, qui sont devenus membres de la CEE en 1995, ainsi que pour les pays qui appartenaient autrefois au camp de l'ancienne Union soviétique. L'année 2004 fut celle de l'élargissement à l'Est, avec l'adhésion des pays suivants: Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Slovaquie et Slovénie. Chypre et Malte ont également acquis le statut d'État membre cette année-là. Ce fut ensuite au tour de la Bulgarie et de la Roumanie en 2007. L'UE a accueilli son 28^e État membre, la Croatie, le 1^{er} juillet 2013.

Même si l'on observe parfois des altercations et de violentes disputes, les principes fondamentaux de l'UE n'ont jamais changé: garantir la paix entre les États membres, favoriser la coopération dans l'intérêt mutuel et parler de plus en plus d'une seule voix sur la scène internationale. Le fait que l'UE, par son action en faveur de la paix, de la démocratie et des droits de l'homme en Europe depuis plus de 50 ans, s'engage dans une voie importante a été salué par le comité du prix Nobel en 2012, qui a choisi de décerner le prix Nobel de la paix à l'Union européenne. L'UE constitue ainsi la première association d'États au monde à connaître cet honneur.

Exercice

L'histoire de l'UE en images

Trouvez la légende adéquate pour chaque image sur l'histoire de l'Union européenne.



1. La Seconde Guerre mondiale a laissé de nombreuses villes européennes à l'état de ruines. Sur cette image: la ville allemande de Francfort-sur-le-Main.



2. Acte symbolique: Jean Monnet (à droite), président de la Haute Autorité de la CECA, présente le premier lingot d'acier «européen» et inaugure ainsi le marché commun de l'acier en avril 1953.



3. 25 mars 1957: les représentants des six pays fondateurs — Belgique, République fédérale d'Allemagne, France, Italie, Luxembourg et Pays-Bas — signent à Rome les «traités de Rome» instituant la Communauté économique européenne (CEE) et la Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom).



4. Le 7 février 1992, les chefs d'État ou de gouvernement signent le traité de Maastricht, qui a donné naissance à l'Union économique et monétaire.



5. Le traité d'Amsterdam de 1997 scelle l'instauration progressive d'un espace de liberté, de sécurité et de justice. Figure sur cette image le traité avec les signatures et sceaux officiels.



6. Au début de l'année 2007, l'UE souhaite la bienvenue à ses nouveaux membres, la Bulgarie et la Roumanie, avec une grande banderole près du bâtiment de la Commission européenne à Bruxelles.



7. Le 10 décembre 2012, le prix Nobel de la paix a été décerné à l'Union européenne dans la ville norvégienne d'Oslo. Le comité du prix Nobel a salué l'engagement de l'UE, depuis plusieurs décennies, en faveur de la paix, de la démocratie et des droits de l'homme en Europe.

Comment l'Union européenne fonctionne-t-elle?



Les trois présidents de l'UE. Chaque grande institution de l'Union a son président.
De gauche à droite: Herman Van Rompuy (Conseil européen), José Manuel Barroso (Commission européenne) et Martin Schulz (Parlement européen).

L'UE est souvent comparée à un État. On entend fréquemment dire: au sein de l'UE, c'est comme ça, mais chez nous, c'est différent, on fait en effet comme ça. De telles comparaisons tombent sous le sens, mais sont à utiliser avec précaution. En effet, l'UE n'est pas un État, mais une association particulière d'États. De ce fait, elle se distingue, de par sa structure, de votre propre pays. Le but de ce chapitre est d'expliquer la structure de l'Union européenne. Quelles sont ses institutions et que font-elles? Quelles sont leurs compétences?

De gauche à droite: la Commission européenne à Bruxelles, le Parlement européen à Strasbourg, la Cour de justice de l'Union européenne à Luxembourg et le Conseil de l'Union européenne à Bruxelles.



Qui exerce le pouvoir en Europe? Les institutions de l'Union européenne

- Dans les faits, qui exerce le pouvoir en Europe? Il est évident que ce n'est pas une personne qui, en tant que «patron», indique la direction à suivre. Malgré tout, il faut quand même bien que quelqu'un prenne les commandes. Qui décide de la politique européenne? Est-ce un comité, un pays ou une personne?

S'intéresser aux institutions est à première vue ennuyeux. Or, c'est au sein de ces institutions que le pouvoir s'exerce. La structure institutionnelle de l'Union européenne éclaircit donc aussi la question du pouvoir. La réponse à cette question est toutefois quelque peu différente de celle qui serait apportée pour un État membre.

L'Union européenne est une association d'États et de citoyens, ce qui se

reflète également dans sa structure. Aussi bien les États (c'est-à-dire leurs gouvernements respectifs) que les populations de ces pays ont leur mot à dire dans la gestion des affaires européennes, et ce au moyen du Conseil de l'Union européenne et du Parlement européen.

Le **Conseil de l'Union européenne** (souvent appelé le «conseil de ministres») représente les gouvernements des pays membres de l'Union. C'est dans cette instance que siègent les ministres de tous les États membres. C'est là que se réunissent par exemple, en fonction du thème abordé, les ministres des affaires étrangères, les ministres de l'intérieur ou les ministres de l'agriculture. Le Conseil est l'un des deux organes décisionnels. C'est là qu'on débat de la politique et que les lois

européennes — les règlements et les directives — sont engagées. Par conséquent, sans Conseil, il ne se passerait rien dans l'Union européenne. Le Conseil arrête ses décisions soit à l'unanimité, soit à la majorité. Les décisions prises à la majorité doivent recueillir environ 70 % des voix (c'est ce qu'on appelle la «majorité qualifiée»). Les grands États membres de l'UE possèdent plus de voix que les petits. À partir de 2014 s'appliquera le principe de la «double majorité», c'est-à-dire qu'une décision devra recueillir l'adhésion de la majorité des États membres, lesquels, parallèlement à cela, doivent représenter la majorité de la population. La présidence du Conseil change tous les six mois, revenant tour à tour à chaque État membre, sur un pied d'égalité. En ►



Janette: «Le Parlement européen, qui représente les citoyennes et les citoyens, adopte les lois européennes (directives et règlements) en codécision avec le conseil de ministres.»



Alice: «La Cour des comptes européenne contrôle le budget de l'UE.»



Patricia: «Le conseil de ministres, qui représente les gouvernements des États membres de l'Union, adopte les "lois européennes" en codécision avec le Parlement.»

► 2013, la présidence est assurée par l'Irlande et la Lituanie, avant d'être exercée en 2014 par la Grèce et l'Italie, et puis par la Lettonie et le Luxembourg en 2015.

Le **Conseil européen** définit les grands principes de la politique européenne. Le Conseil européen, composé des chefs d'État ou de gouvernement des États membres de l'UE, se réunit régulièrement, au moins une fois tous les trois mois. C'est un président élu pour deux ans et demi qui assure la présidence du Conseil européen. Depuis 2009, le Conseil européen est présidé par l'ancien Premier ministre belge Herman Van Rompuy.

Dans la très grande majorité des cas, le Conseil ne peut toutefois pas décider seul. Il a besoin pour ce faire du **Parlement européen**. Le Parlement représente les citoyens des États membres de l'UE et est élu directement par ceux-ci. Actuellement, le Parlement compte 766 députés issus de tous les États membres, et ce jusqu'à la fin de

sa législature. Conformément au traité de Lisbonne, le Parlement verra son nombre de sièges réduit à 751 lors des prochaines élections de 2014. Les grands États membres comptent plus de députés que les petits. Le Parlement ne peut pas arrêter seul de décision ayant force de loi pour l'UE, mais doit, en règle générale, approuver une décision du Conseil européen pour que celle-ci puisse produire ses effets. C'est ce qu'on appelle la «procédure de codécision». Le Parlement doit également donner son accord, par vote, à la composition de la Commission européenne ou peut la refuser. Il adopte en outre le budget de l'Union européenne. Par conséquent, sans le Parlement européen, et donc sans la représentation directe des citoyens, peu de décisions peuvent être prises en Europe.

La **Commission européenne** est elle aussi une importante institution de l'Union. Le collège des commissaires se compose d'un membre par pays, commissaires qui ne défendent toutefois pas les positions de leur pays d'origine

mais bien les intérêts communs de l'Union européenne. Chaque membre de la Commission est compétent dans son propre domaine (à la manière d'un ministre). La Commission européenne veille au respect des règles communes par les États membres. C'est la raison pour laquelle elle est appelée la «gardienne des traités». Elle administre l'UE en fonction des instructions du Conseil et du Parlement. Le système européen a la particularité suivante: le Conseil et le Parlement ne peuvent prendre des décisions que sur proposition de la Commission. Ce pouvoir de proposition unique permet à la Commission européenne de peser sur les décisions, car c'est elle qui donne les instructions. Cette méthode permet de garantir la prise en considération, dès le départ, des intérêts communs de l'Union européenne. Il va de soi que le Conseil et le Parlement peuvent ensuite prendre leurs distances par rapport à la proposition de la Commission.

Au fil du temps, le droit commun que les États membres de l'UE ont créé est ►



Jello: «La Banque centrale européenne veille à la stabilité de l'euro.»



Motian: «La Commission européenne administre l'Union européenne et élabore des propositions de "lois européennes".»

► devenu substantiel. Il est évident que l'interprétation de ces lois est également source de désaccords. Par ailleurs, il y a toujours des États membres qui ne respectent pas certaines règles. Aussi tous les intéressés ont-ils la possibilité de saisir la **Cour de justice de l'Union européenne**. Même si elle est composée d'un juge par État membre, elle statue en toute indépendance, sur la base du droit de l'Union européenne. Elle peut abroger des réglementations contraires au droit de l'Union et

condamner à des amendes les pays qui ne se conforment pas au droit et aux lois.

Tout le monde sait que l'argent est une donnée importante. Toutefois, en avoir ne suffit pas, il doit également conserver sa valeur. C'est à cela que veille la **Banque centrale européenne (BCE)**. Il s'agit de la banque centrale des pays membres de la zone euro. Elle se compose des représentants des pays qui ont introduit l'euro. La BCE régule le marché

de l'argent et fixe les taux d'intérêt directeurs.

Le budget de l'Union européenne s'élève en 2013 à quelque 133 milliards d'euros. La régularité des dépenses doit également être contrôlée, mission qui incombe à la **Cour des comptes européenne**, qui examine rigoureusement si l'argent européen a été dépensé en bonne et due forme et de manière intelligente. Elle assure ainsi une gestion efficace des finances. Chaque État membre envoie un représentant.

Exercice

Qui fait quoi au sein de l'UE?

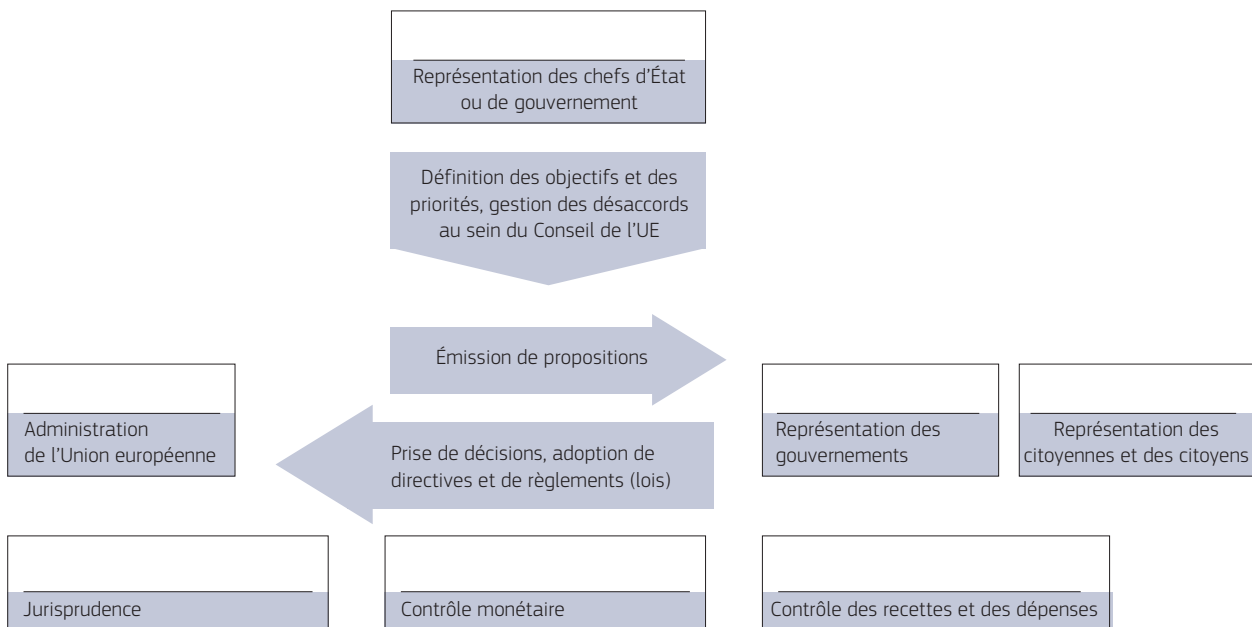
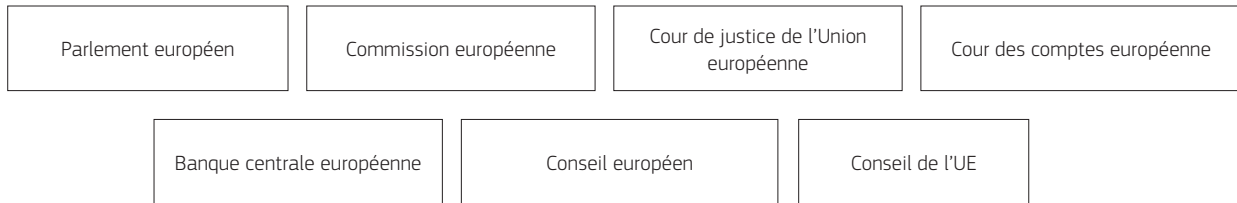
C'était certes beaucoup de matière institutionnelle en une fois, mais il est indispensable de savoir qui est responsable de quoi dans l'UE. Passez le test pour savoir si vous avez lu attentivement le texte. Cochez la case de l'institution à laquelle se rapporte la description.

Description	Conseil européen	Conseil de l'UE	Parlement européen	Commission européenne	Cour de justice de l'Union européenne	Banque centrale européenne	Cour des comptes européenne
Soumet des propositions de réglementations de l'UE	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Se compose d'un représentant par État membre	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Fixe les taux d'intérêt directeurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Contrôle les dépenses de l'UE	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Est élu par la population	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Adopte les lois (règlements et directives) de l'UE	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Nomme le président de la Commission	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Administre l'UE	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Défend les intérêts des citoyennes et citoyens de l'UE	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Défend les intérêts des États membres et/ou de leurs gouvernements	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Statue sur l'interprétation des lois européennes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Définit les orientations politiques	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Exercice

Les institutions de l'Union européenne

Veillez à nouveau schématiser les compétences des différentes institutions. Nous vous avons déjà un peu aidés. Tout ce qu'il vous reste à faire, c'est de ranger les dénominations dans les bonnes cases:



Les traités européens

► L'Union européenne se fonde juridiquement sur des traités que les États membres ont conclus entre eux et qui ont été ratifiés par les parlements nationaux ou par référendum. Les traités régissent la prise de décisions, les compétences des différentes institutions et les domaines d'action commune des États membres de l'UE. La poursuite de la construction de

l'Union a elle aussi lieu sur la base des traités. La lecture des différents traités montre l'évolution de l'Union européenne. La base actuelle est le traité de Lisbonne, signé en 2007 dans la capitale portugaise du même nom. Le traité de Lisbonne est entré en vigueur en 2009, après avoir été ratifié par tous les États membres.



Discussion

Revenons-en à la question de départ:

Qui exerce le pouvoir en Europe?
Discutez de cette question entre vous.

L'influence des citoyens

► Les citoyennes et citoyens des États membres de l'Union exercent donc une double influence sur la politique de l'UE. D'une part, ils élisent leur parlement national dont émane ensuite le gouvernement, lequel est alors représenté au Conseil de l'Union européenne. (Lorsque les dirigeants, c'est-à-dire les chefs d'État ou de gouvernement, se réunissent, on parle de «Conseil européen».)

D'autre part, les citoyennes et citoyens influent sur la politique européenne en élisant le Parlement européen.

Toutefois, tout citoyen peut également se faire entendre lorsqu'il est victime d'une injustice ou entend faire supprimer un dysfonctionnement européen. En effet, un médiateur européen a été désigné à cet effet, auprès duquel tout citoyen ou citoyenne de l'Union peut se

plaindre, même par courrier électronique. À propos de qui peut-on lui adresser ses plaintes, dans quels cas peut-il aider, dans quels autres cas ne le peut-il pas? Vous trouverez tout cela sur le site internet du médiateur européen:

<http://www.ombudsman.europa.eu/fr/home.faces;jsessionid=1A10BC7D7CF03CA20402E98D19AFA36B>

Prise d'influence: autres possibilités

► L'entrée en vigueur du traité de Lisbonne en 2009 a donné naissance à l'initiative citoyenne européenne. Un million de citoyens, soit seulement 0,2 % de la population, issus d'au moins un quart des États membres (sept pays), ont la possibilité d'inviter la Commission européenne à s'occuper d'un sujet en particulier et de proposer un acte législatif. Il faut bien entendu que le sujet en question relève de la compétence de l'Union.

Il est en outre possible de faire pression en manifestant devant les institutions de l'Union européenne. Qu'ils fassent partie du monde agricole, de syndicats ou d'organisations environnementales: tous font entendre leurs préoccupations. À cela s'ajoute que le Parlement européen dispose d'une commission des pétitions.



Exercice

Découvrez-en davantage sur l'initiative citoyenne européenne!

L'initiative citoyenne européenne vous donne la possibilité d'exercer une influence directe sur ce dont l'Union européenne s'occupe. Quelle initiative aimeriez-vous lancer et comment vous y prendriez-vous? Un site internet vous informe au sujet de la procédure, mais également au sujet des initiatives en cours: <http://ec.europa.eu/citizens-initiative/public/welcome>

Exercice

Qu'est-ce qu'une pétition?








Renseignez-vous sur ce qu'est une pétition et sur qui peut s'adresser au Parlement européen. Vous trouverez de plus amples informations à l'adresse suivante: <http://www.europarl.europa.eu/aboutparliament/fr/00533cec74/Petitions.html>
Existe-t-il aussi une commission des pétitions au sein de votre parlement? Renseignez-vous.

Exercice

Nos députés à Strasbourg et à Bruxelles

Les députés du Parlement européen sont rassemblés par groupe politique, chacun de ces groupes réunissant les personnes de même couleur politique. Les groupes ne comptent pas tous en leur sein des députés issus de tous les pays membres. Essayez de trouver quel(s) parti(s) de votre pays a (ont) remporté les dernières élections au Parlement européen et a (ont) ainsi pu y envoyer des députés. Essayez de savoir également dans quels groupes politiques du PE ils sont représentés.

Quel parti est représenté dans quel groupe au PE? Vous trouvez rapidement réponse à ces questions à l'adresse internet suivante: <http://www.europarl.eu>

Groupes au Parlement européen	Combien de membres ce groupe compte-t-il?	Ce groupe rassemble des députés du parti suivant issu de mon pays
 PPE – Groupe du Parti populaire européen (démocrates-chrétiens)		
 S&D – Groupe de l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates au Parlement européen		
 ALDE – Groupe de l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe		
 Verts/ALE – Groupe des Verts/Alliance libre européenne		
 ECR – Groupe des Conservateurs et réformistes européens		
 ELD – Groupe «Europe libertés et démocratie»		
 GUE/NGL – Groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique		
NI Non-inscrits		

Exercice

Renseignez-vous sur les personnes de votre pays ou de votre région qui siègent au Parlement européen!

Quel parti ces députés européens représentent-ils?

Petit quiz sur l'Europe

Qui préside le Parlement européen à l'heure actuelle?

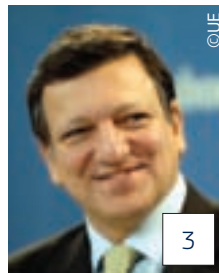
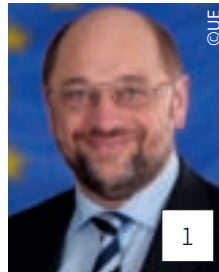
Et qui sont les autres hommes sur les photos?

Herman
Van Rompuy
(Belgique)

José Manuel
Barroso
(Portugal)

Martin
Schulz
(Allemagne)

Robert
Schuman
(France)



Président
du Parlement européen

Président
du Conseil européen

Ministre français des
affaires étrangères 1948-
1952 et l'un des fondateurs
de la Communauté
européenne du charbon et
de l'acier (CECA)

Président de la Commission
européenne

C'est comme cela que l'UE fonctionne

► Vous avez maintenant bien compris que l'Union européenne n'est pas un État comme le sont, par exemple, la Lituanie ou les Pays-Bas, mais se rapproche davantage d'une association souple d'États européens. Les juristes qualifient souvent l'organisation de l'UE d'organisation «sui generis», afin de mettre en évidence sa particularité. Il s'agit d'une expression latine qui signifie «de son propre genre». Les États membres de l'UE conservent certes leur souveraineté et leur indépendance, mais regroupent leurs compétences dans certains domaines afin de pouvoir mieux relever les défis. Pour ce faire, l'UE a créé ses propres institutions

auxquelles ces compétences ont été transférées. Cela signifie, dans la pratique, que les décisions sur certaines questions d'intérêt commun peuvent être prises démocratiquement au niveau européen. Aussi l'UE n'est-elle pas un État fédéral, comme les États-Unis par exemple, mais ne se résume pas non plus à un regroupement souple comme les Nations unies, pour ne citer qu'elles.

Au sein de l'UE, les décisions sont prises conjointement par les gouvernements nationaux, réunis en Conseil européen, et par le Parlement européen élu par le peuple. Il existe également

des exceptions pour lesquelles le Conseil est le seul à décider. Il s'agit essentiellement de la politique étrangère. La Commission européenne gère les affaires de l'UE et joue le rôle de gardienne des traités européens. Les contrevenants aux traités européens sont assignés devant la Cour de justice de l'Union européenne et sont condamnés, le cas échéant, à modifier leur comportement. La Cour des comptes européenne veille à la gestion financière en bonne et due forme des institutions européennes. Chacun d'entre nous peut se plaindre auprès du médiateur européen s'il s'estime lésé par une institution européenne.

4 L'UE —

Que fait-elle exactement?



©UE

Certains disent que l'UE n'en fait pas assez, tandis que pour d'autres, elle se mêle de tout. Ces deux positions ne seraient-elles pas fausses, toutes les deux? Mais, dans ce cas, qu'est-ce qui est vrai? Que fait l'UE exactement?

L'UE est active dans de nombreux domaines politiques: par exemple dans les domaines de la politique économique, de la protection des consommateurs, de la politique étrangère, de la protection de l'environnement ou de la politique intérieure et de la justice — et dans bien d'autres encore.

Vous trouverez ci-après quelques illustrations d'actions politiques dans ces domaines. Vous aurez ainsi une idée de ce dont on s'occupe à Bruxelles et dans les capitales des États membres de l'UE.

Le marché intérieur

- ▶ Le marché intérieur constitue la colonne vertébrale de la politique économique et sociale. Il s'agit d'un espace économique commun garantissant ce qu'on appelle les quatre libertés, à savoir:
 - la libre circulation des personnes;
 - la libre circulation des marchandises;
 - la libre circulation des services;
 - la libre circulation des capitaux

Les libertés au sein du marché intérieur de l'UE

- ▶ La libre circulation des personnes nous concerne de multiples façons. Que nous souhaitons partir en vacances dans un autre pays de l'Union, y travailler ou nous y installer sans projet professionnel: nous en avons le droit. Et quand nous rentrons de l'étranger, nous pouvons ramener nos achats avec nous sans problème, exactement comme quand nous achetons en ligne des produits originaires d'un autre pays, ce qui constitue un gage de la libre circulation des marchandises. Mais ce ne sont pas seulement les marchandises qui peuvent être proposées à la vente et à l'achat par-delà les frontières, ce sont également les services, l'objet même de la libre circulation des services. Celui qui préfère investir son argent dans un autre État de l'UE que dans son propre pays jouit également de cette liberté garantie par la libre circulation des capitaux.



Suppression des contrôles aux frontières

- ▶ Si vous devez vous rendre du Cap Nord à la Sicile, oubliez votre passeport! L'UE a supprimé les contrôles frontaliers à ses «frontières intérieures» (c'est-à-dire, par exemple, à la frontière entre la Finlande et l'Estonie ou entre la République tchèque et la Slovaquie).

Cette liberté de circuler est régie par l'accord de Schengen, qui fait désormais partie intégrante des traités européens. La Grande-Bretagne et l'Irlande ne participent pas à Schengen, mais bien l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège et la Suisse, alors qu'ils ne sont pas membres de l'UE. La Bulgarie, la Croatie, Chypre et la Roumanie doivent encore attendre la fin de périodes transitoires avant de pouvoir y prendre part.

L'accord est appelé «accord de Schengen», du nom de la ville luxembourgeoise dans laquelle il a été conclu.



Petit quiz sur l'Europe

Que signifient concrètement pour vous les quatre libertés?

Rangez les différents exemples dans les quatre volets du marché intérieur, sans vous tromper, et cochez la case correspondante.

	Libre circulation des personnes	Libre circulation des marchandises	Libre circulation des services	Libre circulation des capitaux
Je peux acheter une voiture au Danemark et la ramener sans payer de droits de douane	1	0	2	3
Je peux circuler où je veux en Europe	9	6	3	7
Je peux déposer mon argent dans une banque allemande, par exemple	2	3	1	0
Je peux faire mes études en Hongrie, par exemple	5	1	0	9
Mes parents peuvent confier la rénovation de leur salle de bain à un carreleur portugais	4	3	1	7
Mes parents peuvent m'envoyer de l'argent en Espagne, où je fais mes études	1	2	3	9
Sur l'internet, je peux commander des articles en provenance de Suède	4	5	1	2
Je peux résider à Malte en tant qu'architecte et faire construire des maisons en Italie	5	6	0	8

Les chiffres donnent une date au format JJMMAAAA! Essayez de trouver quel jour c'était et ce qui s'est passé ce jour-là!
/.../....

► Le problème de la monnaie unique résidait également en partie dans le manque de contrôle exercé sur les banques. L'Union a donc renforcé la surveillance des banques afin d'empêcher qu'elles ne mettent en danger des pays tout entiers par des manœuvres spéculatives. Les dernières années ont été difficiles pour la monnaie unique, et la gestion de la crise a demandé beaucoup d'énergie. Mais cette crise a également démontré la détermination des pays de la zone euro à préserver la stabilité de la monnaie unique.

Politique économique européenne

Afin de renforcer et de stimuler l'économie de l'Union européenne, la Commis-

sion a mis sur pied la stratégie «Europe 2020» pour la croissance et l'emploi, qui prévoit notamment des investissements dans la formation et la recherche, censés contribuer à ériger l'Europe au rang des régions les plus innovantes au monde à l'avenir. L'objectif est de consolider l'économie et l'industrie, qui doivent être non seulement compétitives, mais également le plus respectueuses possible de l'environnement. Sont également visées la création d'emplois et la lutte contre la pauvreté au sein de l'UE. L'Union européenne étant entendue comme une communauté de valeurs et engagée en faveur des principes d'égalité et de solidarité, il lui importe que la croissance profite à tous les Européens.

Prise de décisions au sein de l'UE

Normalement, tous les États membres de l'UE décident ensemble. Certaines affaires concernent toutefois plus particulièrement les pays qui partagent l'euro comme devise. Leurs ministres se réunissent régulièrement dans le cadre de l'Eurogroupe et déterminent les actions à entreprendre dans l'espace monétaire unique. Il va de soi que ces décisions ont également des répercussions sur les autres pays de l'Union européenne qui, bien qu'ils n'aient pas ou pas encore adopté l'euro, en sont affectés sur le marché intérieur.

Exercice

Qui doit décider de la monnaie unique?

Les décisions de l'Eurogroupe au sein de l'Union européenne suscitent des réactions diverses, telles que:

- «Il est tout à fait normal que les pays de la zone euro décident entre eux de tout ce qui permet de garantir la sécurité et la stabilité de la monnaie unique. C'est comme ça et il faut que ça le reste.»
- «Les pays de la zone euro ne doivent pas seulement décider des questions purement monétaires, mais également de l'avenir économique de la zone euro dans son ensemble. Les pays de la zone euro constituent le noyau de l'Union et, à ce titre, devraient trancher eux-mêmes toutes les questions liées à l'économie de la zone euro. Sont par exemple concernés la fiscalité, l'emploi, ainsi que la sécurité sociale. Il doit en aller ainsi également lorsque les décisions ont des répercussions sur les autres pays de l'Union européenne. S'ils veulent avoir leur mot à dire, qu'ils rejoignent la zone euro.»
- «Il n'est pas normal que 17 pays décident seuls de toute la zone euro. L'UE tranche également dans de nombreux autres domaines qui ne concernent pas tout le monde, comme lorsqu'il est question de la mer Baltique ou de la mer Méditerranée par exemple. Et pourtant, tous les États membres ont leur mot à dire à ce sujet. La plupart des États membres de l'UE souhaitent adhérer à l'union monétaire d'ici quelques années. Ils devraient donc avoir la possibilité de codécider dès maintenant sur la manière dont elle se développe.»

Qu'en pensez-vous? Discutez des différents avis en groupe et forgez-vous votre propre opinion avant d'en débattre avec les autres groupes. Vous trouverez de plus amples informations sur le fonctionnement de la zone euro à l'adresse internet suivante: <http://eurozone.europa.eu/>.



Petit quiz sur l'Europe

★ Quels sont les trois pays qui NE font PAS partie de la zone euro? Cochez-les!

Allemagne	Estonie	Irlande	Pologne
Autriche	Finlande	Italie	Portugal
Belgique	France	Luxembourg	Slovaquie
Chypre	Grande-Bretagne	Malte	Slovénie
Espagne	Grèce	Pays-Bas	Suède





Mesures de protection du climat

► À l'échelle mondiale, le climat change et l'atmosphère terrestre se réchauffe, des phénomènes qui ont des conséquences néfastes sur notre climat: tempêtes et inondations plus fréquentes, étés caniculaires, processus de désertification en Afrique et en Europe du Sud, fonte des pôles et, partant, disparition d'îles entières sous l'eau. Impossible d'y rester insensibles. Le changement climatique est essentiellement dû aux émissions de gaz à effet de serre des pays industrialisés. Malheureusement, il n'est plus possible de renverser la vapeur; c'est la raison pour laquelle il est d'autant plus important de limiter la hausse des températures. Les années à venir seront cruciales pour y parvenir. Il est donc particulièrement important d'agir avec rapidité et cohérence. Aucun État n'a les moyens d'arrêter seul le changement climatique.

En 2008, l'UE a défini des objectifs clairs:

- une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 20 %;
- une hausse de la part des énergies renouvelables (vent, soleil, biocarburants) à 20 %;
- des économies d'énergie de l'ordre de 20 %.

En menant la fronde contre le changement climatique, l'Europe peut tenter de rallier à sa cause les autres grands pollueurs et consommateurs d'énergie, tels que la Chine et les États-Unis.



Exercice

Comment trouvez-vous cette politique?

Avec lesquelles des opinions suivantes êtes-vous d'accord?



	Entièrement d'accord	Partiellement d'accord	Pas d'accord	Pas du tout d'accord
L'UE ne devrait réduire ses émissions de gaz à effet de serre que si les autres s'y engagent également.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
L'UE doit absolument atteindre ses objectifs.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
L'UE devrait se fixer des objectifs encore plus ambitieux.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ne laissons pas ce sujet nous étourdir. S'il fait plus chaud de quelques degrés chez nous, ce ne sera pas si dramatique que ça.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Les pays membres de l'UE n'atteindront de toute façon pas leurs objectifs car, en réalité, ils ne se préoccupent que de leur propre avantage.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
La lutte contre le changement climatique ne peut se faire au détriment de l'emploi.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Nous ne devrions pas laisser les scientifiques nous dicter les objectifs, mais bien protéger le climat dans la mesure de ce que nos moyens nous permettent, sans «douleur».	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
La lutte contre le changement climatique génère des emplois. Aussi bien les entreprises que les travailleurs en profitent. Cette raison justifie que nous nous engagions dans ce domaine.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

L'espace commun de justice

► L'Europe est devenue une communauté de vie il y a bien longtemps. De nombreuses personnes traversent les frontières intérieures des États membres de l'Union pour aller vivre ou travailler ailleurs, ou tout simplement pour les loisirs. Elles font des connaissances, tombent amoureuses et se marient. Malheureusement, un divorce est parfois inévitable. Dans ce genre de cas, il est important de disposer d'une législation uniforme, dans la mesure où il est alors question de pension alimentaire et de garde d'enfants. Un Autrichien et une Luxembourgeoise vivant en Italie et décidant de divorcer

dans ce pays ne peuvent invoquer leur droit national respectif. C'est pour cette raison qu'il est crucial que les États membres de l'UE coopèrent en matière civile. Le droit civil régit également les affaires de succession et bien d'autres choses qui nous concernent au quotidien.

Les criminels se réjouissent eux aussi de l'ouverture des frontières, car ils pensent pouvoir ainsi se soustraire à la justice. Ils se trompent, car, depuis, les autorités policières et répressives collaborent étroitement. C'est l'Office européen de police (Europol), qui coordonne ces relations de travail.

Droits fondamentaux européens

Les droits de l'homme et les droits fondamentaux sont de la plus haute importance dans toutes les sociétés, car ils concernent tous les citoyens et citoyennes. Au sein de l'UE, qui constitue une association de démocraties, les droits fondamentaux bénéficient d'une protection nationale, généralement sous la forme d'une constitution. Toutefois, comme l'Union européenne adopte elle-même des lois et des règlements qui concernent les citoyens, il importe qu'elle dispose également de sa charte des droits fondamentaux. Celle-ci fait partie intégrante du traité de Lisbonne. Le texte peut être consulté à l'adresse suivante:

http://europa.eu/legislation_summaries/human_rights/fundamental_rights_within_european_union/l33501_fr.htm

Exercice

Parcourez la charte européenne des droits fondamentaux et comparez-la à votre constitution nationale ou à la protection de vos droits fondamentaux dans votre pays.

Quelles règles sont identiques? Quelles sont celles qui ne figurent que dans la charte des droits fondamentaux? Quelles sont celles qui ne figurent pas dans la charte des droits fondamentaux? Rédigez une liste récapitulative.

Discussion

Discussion sur la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne

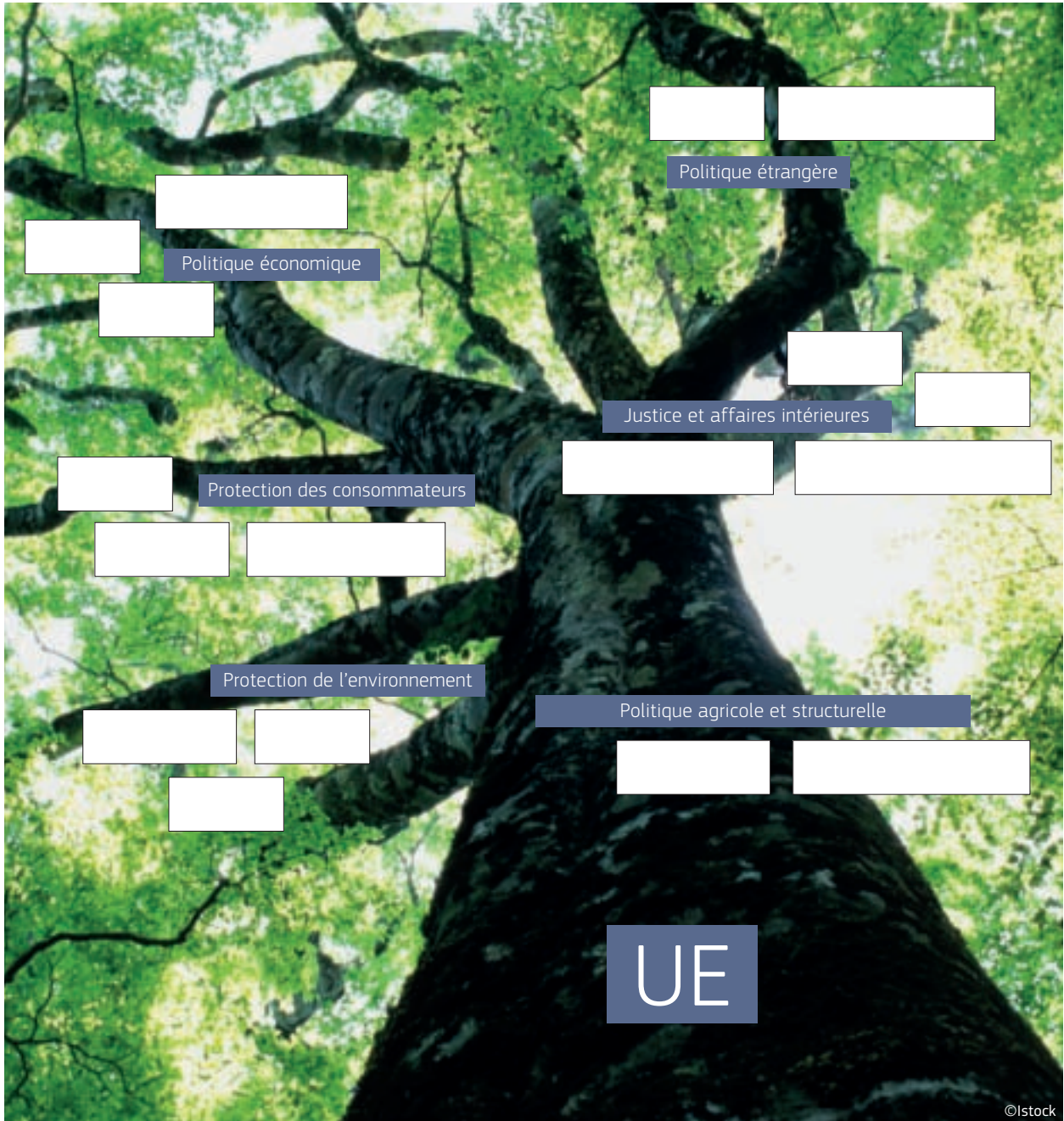
En quoi une charte européenne des droits fondamentaux est-elle importante? En avons-nous vraiment besoin, alors que nos droits fondamentaux sont déjà protégés dans notre pays? Si vous deviez écrire la charte des droits fondamentaux, qu'est-ce qui serait différent? Qu'est-ce qui serait ajouté? Qu'est-ce qui serait supprimé?

Examinez ces questions en petits groupes et comparez ensuite vos résultats.

Exercice

L'arbre de la politique européenne

De nombreuses feuilles sont accrochées à l'arbre de la politique européenne. Sont cités ci-dessous quelques domaines politiques dans lesquels les États membres coopèrent dans le cadre de l'UE. Rangez les feuilles dans les différents domaines d'activité de manière qu'elles apparaissent sur la bonne branche.



Liberté de déplacement (Schengen)	Normes environnementales communes	Monnaie unique	Énergies renouvelables	Politique étrangère commune	Politique de sécurité et de défense commune	Aménagement rural
Marché intérieur	Protection du climat	Étiquetage des aliments	Politique d'asile commune	Normes alimentaires contraignantes	Baisse des tarifs d'itinérance	
Lutte commune contre la criminalité	Politique structurelle d'aide aux régions	Norme sociale minimale contraignante	Coopération en matière civile et pénale			

L'Europe avance — L'élargissement de l'Union européenne



Célébration à la Porte de Brandebourg de Berlin à l'occasion de l'élargissement de l'UE. Le 1^{er} mai 2004, la capitale allemande a vu s'envoler des centaines de ballons bleus portant l'inscription «Europe» pour souhaiter la bienvenue à Chypre, à l'Estonie, à la Hongrie, à la Lettonie, à la Lituanie, à Malte, à la Pologne, à la République tchèque, à la Slovaquie et à la Slovénie.

L'Union européenne a été fondée par six pays, mais a toujours eu vocation à englober le continent européen et est donc ouverte à d'autres membres.

Ils sont aujourd'hui 28, mais d'autres attendent à la porte. Qu'est-ce qui rend l'Union si attirante pour les autres États? Et qu'en est-il du processus d'élargissement? Ces questions seront traitées dans le présent chapitre.

Principes de l'Union européenne

► Les traités de Rome conclus en 1957, portant sur les fondations de la Communauté économique européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique, énonçaient déjà dans leur préambule:

«Résolus à affermir, par la constitution de cet ensemble de ressources, les sauvegardes de la paix et de la liberté, et appelant les autres peuples de l'Europe qui partagent leur idéal à s'associer à leur effort.»

L'article 49 du traité sur l'Union européenne, aujourd'hui en vigueur, est libellé comme suit:

«Tout État européen qui respecte les valeurs visées à l'article 2 et s'engage à les promouvoir peut demander à devenir membre de l'Union.»

L'article 2 du traité sur l'Union européenne dispose ce qui suit:

«L'Union est fondée sur les valeurs du respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité, de l'État de droit, ainsi que de respect des droits de l'homme, y compris des droits des personnes appartenant à des minorités. Ces valeurs sont communes aux États membres dans une société caractérisée par le pluralisme, la non-discrimination, la tolérance, la justice, la solidarité et l'égalité entre les femmes et les hommes.»



Le texte d'un des traités de Rome, avec les signatures des chefs de gouvernement et des mandataires des gouvernements des six pays fondateurs.

Exercice

Qui peut devenir membre?

Que signifient concrètement les principes visés à l'article 2? Que doit faire un pays qui souhaite rejoindre l'UE, et que ne doit-il en aucun cas faire? Qu'en pensez-vous?

Un État...	... peut devenir membre de l'UE	... ne peut pas devenir membre de l'UE
qui ne garantit pas la liberté de la presse	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
qui recourt à la peine de mort	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
qui permet aux citoyens de manifester contre le gouvernement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
qui organise régulièrement des élections législatives	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
qui est dirigé par un président, lequel est, à sa mort, remplacé par son fils	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
qui n'accorde pas aux homosexuels les mêmes droits qu'aux hétérosexuels	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
dans lequel l'état-major de l'armée détermine la politique et, le cas échéant, intervient dans la politique intérieure par la force militaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
dont les habitants sont présumés innocents tant qu'ils n'ont pas été reconnus coupables par la justice	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
dans lequel il n'existe qu'un seul parti, qui, par conséquent, siège toujours au gouvernement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
qui protège les minorités, même si la majorité exercerait volontiers plus de pression sur lesdites minorités	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Où se trouvent les frontières de l'Europe?

► Il est impossible d'apporter une réponse géographique à la question des frontières de l'Europe. C'est surtout à l'est et au sud-est que l'Europe n'a pas de frontière claire. Même les experts en géographie ne sont jamais parvenus à se mettre d'accord sur les limites du continent. Ils n'ont eu de cesse, au fil du temps, de tracer des frontières complètement différentes en fonction de leur courant d'origine. Concrètement, ce n'est pas en regardant une carte ou un globe que nous découvrons l'Europe, mais bien par une vue de l'esprit, que nous redécouvrons

sans cesse. Là où il n'y a pas de doute, c'est pour les frontières naturelles bien définies du continent: au nord et à l'ouest. Dans notre conception, l'Islande fait clairement partie de l'Europe. Or, dans les faits, cette île de la mer du Nord est éloignée du continent. Il va pour nous de soi que la Grande-Bretagne et l'Irlande appartiennent à l'Europe. Et pourtant, la Manche entre la France (et donc le continent) et la Grande-Bretagne est plus large que le détroit de Gibraltar séparant l'Espagne du Maroc. La Commission européenne s'exprime à ce sujet comme suit:

«Le terme "européen" associe des éléments géographiques, historiques et culturels qui, tous, contribuent à l'identité européenne. Un tel partage d'idées, de valeurs et de liens historiques ne peut être condensé en une seule formule définitive. Il est au contraire redéfini par chaque génération successive.»

Source: «Stratégie d'élargissement et principaux défis 2006-2007», communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil, Bruxelles, 8 novembre 2006, COM(2006) 649, p. 19.

Exercice

Où l'Europe se termine-t-elle?

Un pays qui souhaite adhérer à l'UE doit donc être démocratique. Mais il doit également être «européen». Où se trouvent les frontières de l'Europe? Prenez une carte ou un atlas et tracez les frontières de l'Europe. Sur la base de quels critères décidez-vous si un pays appartient à l'Europe ou non? Où se trouve la Turquie? Et l'Islande fait-elle partie de l'Europe? Et qu'en est-il de la Géorgie? Ou encore du Groenland? Et du Maroc? Une fois que vous avez délimité ce qui constitue, selon vous, l'Europe, lisez le texte qui suit.



Géographie

Histoire

Différences

Points communs

Musique

Cinéma

Littérature

Cuisine

Boissons

Liberté

Loisirs

Économie

Voyages

Enseignement

Problèmes

Perspectives d'avenir

Exercice

Voyage en Australie

Imaginez que vous vous rendez en Australie dans le cadre d'un échange scolaire. L'Australie, c'est loin, et elle ne fait certainement pas partie de l'Europe. Mais vos camarades de classe là-bas sont curieux et vous demandent de leur présenter en classe un bref exposé sur cette question: «L'Europe, c'est quoi?»

Préparez cet exposé en petits groupes. Vous disposez pour ce faire de seulement cinq minutes, ce qui implique que vous devez vous concentrer sur les points les plus importants et les plus intéressants. Comment expliquez-vous l'Europe à de jeunes Australiens du même âge que vous?

Donnez-leur envie de découvrir l'Europe! Quel est le mode de vie ici, à quoi sentez-vous que vous êtes Européen? En quoi l'Europe vous plaît-elle, et qu'est-ce qui vous déplaît?

Voici une courte liste de mots clés. Réfléchissez aux points que vous souhaitez introduire dans votre exposé et aux points que vous ne voulez pas aborder. Et attention: cinq minutes, c'est court!

Les Balkans occidentaux

► La Croatie a adhéré à l'Union européenne le 1^{er} juillet 2013. D'autres pays des Balkans occidentaux ont également reçu l'assurance formelle qu'ils rejoindraient l'Union européenne à l'avenir: il s'agit de l'Albanie, de l'ancienne République yougoslave de Macédoine, de la Bosnie-Herzégovine, du Monténégro et de la Serbie.

Hormis l'Albanie, ces pays formaient la Yougoslavie, qui s'est disloquée dans les années 1990, notamment dans de violents affrontements. Le Monténégro et la Serbie ont constitué jusqu'en 2006 un seul et même État, avant de se séparer pacifiquement. L'appartenance du Kosovo à la Serbie a donné lieu à un violent conflit en 1998/1999, qui a pris fin à la suite de l'intervention de l'OTAN contre la Serbie. Le Kosovo a ensuite été mis sous la tutelle des Nations unies, avant de proclamer son indépendance en 2008.

Pour l'Union européenne, la meilleure chance de voir une paix durable s'installer dans la région passe par l'adhésion de ces pays à l'UE. C'est ce qu'ont confirmé les chefs d'État ou de gouvernement lors d'une conférence qui s'est tenue en 2003 à Thessalonique, en Grèce. Pour autant, le Kosovo n'est pas reconnu par cinq États membres de l'UE au regard du droit international.

Le long chemin de l'adhésion à l'UE

Les Balkans occidentaux ont devant eux un long chemin à parcourir avant de pouvoir rejoindre l'Union européenne.

Ils doivent tout d'abord conclure avec l'UE un accord de stabilisation et d'as-

sociation, par lequel ils s'engagent à entreprendre des réformes concrètes. Cet accord doit ensuite être ratifié dans tous les États membres et, bien entendu, dans le pays partenaire concerné, ce qui implique que les parlements doivent donner leur accord.

Cet accord doit ensuite être mis en œuvre. Si tout se passe bien, les pays concernés peuvent ensuite introduire une demande d'adhésion. En cas d'avis positif de la Commission européenne sur cette demande, le Conseil européen, c'est-à-dire les chefs d'État ou de gouvernement de l'UE, leur attribue le statut de pays candidats à l'adhésion.

Une fois que d'autres réformes ont été menées, les négociations peuvent commencer. À ce stade, tout dépend de la rapidité avec laquelle les pays candidats peuvent intégrer le droit de l'Union européenne.

En cas de clôture positive des négociations, ce qui, d'après l'expérience acquise, dure quelques années, le traité d'adhésion est ratifié par les pays candidats concernés et par tous les États membres de l'UE. Certains pays organisent à cette fin des référendums. Le Parlement européen doit lui aussi donner son feu vert. Une fois ces étapes passées, les candidats deviennent membres de l'Union européenne.

Où en sont-ils?

Sur le chemin de l'adhésion, les pays des Balkans occidentaux en sont à des étapes différentes. Les négociations



avec la **Croatie** sont closes, et le pays a adhéré le 1^{er} juillet 2013. Les négociations d'adhésion avec le **Monténégro** sont en cours depuis 2012. L'ancienne République yougoslave de **Macédoine** est officiellement candidate à l'adhésion, mais les pourparlers n'ont pas encore commencé. La **Serbie** se trouve dans la même situation. Les autres États (Albanie, Bosnie-Herzégovine et Kosovo) ont à ce jour le statut de «candidats potentiels». L'**Albanie** a conclu un accord de stabilisation et d'association, en vigueur depuis 2009. La Commission européenne a recommandé en 2012 d'octroyer à l'Albanie le statut de candidat. Un accord de stabilisation et d'association a également été signé avec la **Bosnie-Herzégovine**, mais il n'est pas encore entré en vigueur. Une mission de l'UE aide le **Kosovo** dans ses réformes sur la voie de la démocratisation.

Exercice

Qui se trouve où?

Écrivez les noms des pays et des capitales sur la carte. Vous pouvez vous aider de la carte au dos du livret.



Exercice

Étapes du processus d'adhésion à l'UE

Avez-vous compté le nombre d'étapes que les Balkans occidentaux doivent franchir avant de pouvoir devenir membres de l'UE?

Recomposez dans le bon ordre les marches — ci-après — de l'escalier qui mènera ces pays à l'adhésion à l'UE.



Avis positif de la Commission européenne sur la demande d'adhésion	Ratification de l'accord de stabilisation et d'association par les États membres et le pays partenaire	Octroi du statut de candidat	
Début des négociations d'adhésion	Mise en œuvre de l'accord	Ratification par le Parlement européen	Réussite des négociations d'adhésion
Ratification du traité d'adhésion dans tous les États membres et dans le pays partenaire (par les parlements ou par référendum)	Conclusion d'un accord de stabilisation et d'association	Demande d'adhésion	Adhésion



Exercice

Sur quelles marches se trouvent les pays des Balkans occidentaux?

Écrivez le chiffre correspondant dans la case.

	Albanie
	Ancienne République yougoslave de Macédoine
	Bosnie-Herzégovine
	Croatie
	Kosovo
	Monténégro
	Serbie

Deux autres candidats à l'adhésion à l'UE: la Turquie et l'Islande

► La Turquie, aujourd'hui un pays dynamique, est étroitement associée à l'UE dans de nombreux domaines. L'UE est ainsi le premier partenaire commercial de la Turquie. L'étroite collaboration avec l'UE a commencé il y a plus ou moins cinquante ans. Une union douanière avec ce pays existe depuis 1995. La procédure d'adhésion proprement dite a démarré en 1999 et a bénéficié du soutien unanime de tous les États membres. L'éventualité de voir la procédure déboucher sur l'adhésion suscite aujourd'hui des avis divergents. L'adhésion à l'Union reste l'objectif stratégique de la Turquie.



L'Islande, située à l'extrême nord, est membre de l'Espace économique européen depuis 1993, largement soumis aux règles du marché intérieur de l'UE. Démocratie stable, le pays est déjà étroitement lié à l'Union. De même, il fait déjà partie de l'espace Schengen, qui garantit aux citoyens une liberté de circuler maximale vu que, dans cet espace, il n'existe plus de contrôles aux frontières intérieures. L'Islande a introduit sa demande d'adhésion à l'Union européenne en 2009, les négociations d'adhésion étant en cours depuis juillet 2010.

Et demain dans tout ça?

► Il est notable que le débat autour de l'élargissement est tout sauf simple. D'une part, l'Union européenne n'a jamais eu vocation à être un club fermé, mais voulait et veut être ouverte à tous les pays européens.

Par le passé, l'intégration de nouveaux membres a été un facteur de paix et de stabilité en Europe. Après la chute du «rideau de fer» et l'effondrement de l'Union soviétique, l'UE est parvenue, par sa politique d'élargissement, à étendre l'espace de démocratie et

d'économie de marché aux pays d'Europe centrale et orientale. Neuf pays autrefois sous l'hégémonie soviétique sont désormais membres de l'UE, dont la Slovaquie et, depuis 2013, la Croatie, qui faisaient partie de la Yougoslavie, laquelle s'est elle aussi effondrée. Ils ont été rejoints par Chypre et Malte, îles de la Méditerranée.

D'autre part, la question de l'étendue de cette Europe et de la politique consistant à promettre l'adhésion à des pays, avant de les intégrer, n'est pas tranchée

(et ne doit pas non plus l'être une fois pour toutes).

Cette politique continue d'être menée pour les États de l'ex-Yougoslavie, ainsi que pour l'Albanie, également située dans la région que nous appelons aujourd'hui les «Balkans occidentaux», de même que pour l'Islande et la Turquie. Une perspective d'adhésion leur est offerte, même si le processus risque d'être encore long pour certains pays.

L'Europe dans le monde



Nous, Européens, ne sommes pas seuls au monde. Qui plus est, nous sommes loin de représenter la majorité de la population mondiale. Par conséquent, nous ne pouvons pas nous concentrer uniquement sur nous-mêmes, mais devons au contraire porter notre regard vers les autres continents également. Ces partenaires sont indispensables à notre prospérité, car ils achètent nos produits et nous proposent leurs marchandises et parce qu'ils nous fournissent des matières premières que nous ne possédons pas.

Se posent toutefois aussi des problèmes qui ne peuvent pas nous laisser indifférents. Citons, d'une part, les guerres et le sous-développement, qui privent de nombreuses personnes d'une vie dans la dignité. D'autre part, la pollution environnementale et le changement climatique ne s'arrêtent pas aux frontières de l'Union européenne.

Exercice

Les différents continents

Abstraction faite de l'Antarctique, le monde peut être divisé en six continents: l'Afrique, l'Amérique du Nord, l'Amérique du Sud, l'Asie, l'Australie/l'Océanie et l'Europe. D'autres divisions ont également cours, qui regroupent l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud en Amérique ou l'Europe et l'Asie en Eurasie. Dans le présent livret, nous nous en tenons toutefois à six continents (sans l'Antarctique). Cherchez les informations manquantes et écrivez-les dans le tableau.

Continent	Superficie	Pourcentage de la surface terrestre	Population	Classement selon la population	PIB (*) par habitant en dollars	Classement selon le PIB (*)
Afrique						
Asie						
Australie/Océanie						
Europe						
Amérique du Nord						
Amérique du Sud						

(*) PIB: produit intérieur brut.

Les intérêts de l'Europe dans le monde

- ▶ L'Europe est donc un continent relativement petit, mais économiquement important. De cette position découlent également des tâches et des intérêts, que nous voulons imposer aux autres.
 - Elle contribue au maintien d'un environnement viable (politique climatique, protection de l'environnement).
 - Elle joue un rôle d'influence pour instaurer et maintenir la paix (par exemple au Proche-Orient et en Afrique).
 - Elle aide d'autres pays à se développer et à surmonter la pauvreté, l'analphabétisme et le sous-développement.
 - Elle s'engage en faveur de la démocratie et du respect de l'État de droit dans le monde entier.
- ▶ L'UE poursuit plusieurs objectifs dans le cadre de sa politique internationale.
 - Elle protège ses intérêts et se prémunit contre le terrorisme, la criminalité organisée et l'immigration clandestine.



Exercice

Défis mondiaux

À la fin de 2003, l'Union européenne a défini une stratégie en matière de sécurité, établissant les points les plus importants. Y sont cités les défis mondiaux auxquels l'UE doit faire face.

Examinez les défis et faites correspondre les solutions proposées issues de la stratégie européenne de sécurité aux différentes problématiques.

Défis mondiaux	Solution proposée
Guerres et conflits internes	
Pauvreté	
Maladies	
Sous-développement	
Pénurie de ressources	
Dépendance énergétique de l'Europe	
Viellissement de la population européenne	
Terrorisme	
Diffusion d'armes de destruction massive	
Criminalité organisée	
Mise en danger de l'environnement naturel	

Solutions proposées dans la stratégie européenne de sécurité:

Aide au développement pour l'Afrique	Effacement de la dette de pays sous-développés	Aide à la démocratisation d'autres pays	Sécurisation des réserves d'eau dans le monde
Établissement de systèmes de santé dans les pays peu développés	Lutte contre le terrorisme international	Protection du climat	Maintien de la paix au moyen d'interventions militaires
Conventions internationales pour le contrôle des armes et le désarmement	Dialogue avec le monde islamique	Coopération par-delà les frontières européennes dans le domaine de l'énergie	Immigration choisie
Lutte contre la pollution des océans	Coopération policière internationale	Ouverture des marchés européens aux produits issus des pays en développement	Sécurité sur l'internet

Forteresse Europe?

► La migration est un sujet majeur au sein de l'Union européenne. Il s'agit du phénomène de personnes qui quittent un endroit pour s'installer ailleurs. Dans l'opinion publique, le débat porte en fait sur l'immigration. Il existe l'**immigration légale** dans les États membres de l'Union européenne, c'est-à-dire qui concerne des personnes non ressortissantes de pays de l'Union qui viennent travailler, étudier ou tout simplement vivre chez nous (par exemple en tant que conjoint d'un citoyen de l'Union), de manière tout à fait officielle et munies d'une autorisation. Nombre de ces immigrés sont motivés par l'espoir d'une vie meilleure au sein de l'Union européenne. Mais ils sont également importants pour nous, raison pour laquelle il arrive que nous leur demandions nous-mêmes de venir. Les immigrés amènent en effet avec eux leurs connaissances et leur volonté de prendre part à la vie économique. C'est précisément aussi l'immigration de jeunes qui est pour nous importante, car, globalement, nos sociétés ne cessent de vieillir, avec tous les pro-

blèmes que cela implique pour les caisses de retraite et de sécurité sociale.

La «carte bleue» a été introduite dans l'Union européenne dans le but de faciliter l'installation des travailleurs qualifiés provenant de pays tiers, lesquels peuvent ainsi travailler dans l'UE pour une durée de un à quatre ans. Jusqu'à présent, la plupart des migrants des pays tiers possédant un bon niveau de formation choisissent pour destination les États-Unis.

Mais l'**immigration illégale**, c'est-à-dire l'arrivée sur le territoire de l'UE de personnes sans autorisation, côtoie l'immigration légale et souhaitée. Bien que ces personnes soient par conséquent en infraction avec les lois des États membres de l'UE, elles sont bien souvent elles-mêmes victimes de réseaux de trafiquants, qui les dépouillent de leurs derniers avoirs pour les acheminer illégalement au sein de l'Union. L'Europe est largement considérée à l'étranger comme un eldorado, où il fait bon se réfugier. Qui n'a jamais vu ces

images d'Africains, entassés dans des barques de pêcheurs en pleine mer, avant d'être recueillis par des patrouilles frontalières maltaises, italiennes ou espagnoles.

Nul ne sait combien de personnes séjournent illégalement en Europe. Elles pourraient être environ 4,5 millions selon les estimations de la Commission européenne.

L'Union européenne s'efforce au maximum d'empêcher l'immigration illégale. Elle renforce pour ce faire les contrôles aux frontières extérieures et travaille plus étroitement avec les pays d'origine. Parallèlement, elle travaille d'arrache-pied pour donner aux citoyens de pays non membres de l'UE la possibilité de venir vivre sur son territoire en toute légalité. En coopérant avec les pays les plus pauvres de la planète dans le cadre de la politique de développement, l'UE cherche à contribuer à l'amélioration des conditions de vie dans les pays d'origine des immigrés clandestins, de sorte qu'ils ne doivent plus quitter leur pays.

L'UE et ses partenaires de coopération

► L'UE entretient des relations avec de nombreux pays, y compris des contacts intensifs avec les pays en développement d'Afrique et d'Amérique latine, ainsi qu'avec les petits et grands États d'Asie. Il est impossible de traiter ces nombreuses relations dans le présent livret, tant elles sont diverses. Le site internet de l'Union européenne contient toutefois des informations à ce sujet: http://europa.eu/pol/cfsp/index_fr.htm

Dans le cadre de la politique étrangère de l'UE, un accent spécifique est mis sur la politique de coopération au développement avec les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). Un accord de partenariat économique a été conclu avec ces États ACP, actuellement au nombre de 79, qui est censé les aider à s'intégrer dans l'économie mondiale et à lutter efficacement contre la pauvreté de leurs habitants.

L'Union européenne et ses États membres occupent la première place mondiale en matière d'aide au développement. Ils fournissent ensemble plus de la moitié des fonds à destination des pays pauvres. La politique de développement ne se résume toutefois pas à la simple fourniture d'eau propre et à l'amélioration du réseau routier, aussi importantes ces mesures soient-elles. L'Union encourage le développement également à travers les échanges commerciaux, en ouvrant ses marchés aux exportations en provenance de pays en développement et en encourageant ces derniers à consolider leurs échanges commerciaux entre eux.

Exercice

Coopération de l'UE au développement

Figurent ci-dessous divers domaines de la coopération de l'UE au développement. Il vous est demandé de faire correspondre les différents numéros aux légendes et aux mesures y afférentes en matière de coopération au développement. Attention: les légendes et les mesures correspondantes ne figurent pas nécessairement sur la même ligne.



N°	Légende	N°	Mesure
<input type="checkbox"/>	Assistance à des installations médicales sous la forme de véhicules pour le transport des malades en Afrique du Sud	<input type="checkbox"/>	Promotion des droits de l'homme et de la démocratie
<input type="checkbox"/>	Formation de travailleurs forestiers en Papouasie - Nouvelle-Guinée	<input type="checkbox"/>	Construction des infrastructures
<input type="checkbox"/>	Livraison de riz au port de Zanzibar en vue d'une distribution aux personnes dans le besoin	1	Promotion des énergies renouvelables/approvisionnement énergétique
<input type="checkbox"/>	Déminage au Laos	<input type="checkbox"/>	Distribution d'eau
<input type="checkbox"/>	Construction de puits, ici à Dacca, au Bangladesh	<input type="checkbox"/>	Résolution de conflits/consolidation de la paix
<input type="checkbox"/>	Fourniture de microcrédits à des couturières en Bosnie-Herzégovine	<input type="checkbox"/>	Promotion de la santé
1	Production d'électricité à partir d'énergie éolienne, Bolivie	<input type="checkbox"/>	Protection de l'environnement
<input type="checkbox"/>	Observation des élections au Nigeria	<input type="checkbox"/>	Mesures visant à créer de la croissance économique
<input type="checkbox"/>	Financement d'écoles, ici à Eterasama dans la province de Chapare en Bolivie	<input type="checkbox"/>	Mise en place garantie d'une formation de base pour tous
<input type="checkbox"/>	Construction de routes au Bénin	<input type="checkbox"/>	Lutte contre la pauvreté

Discussion

Discussion sur la migration

Quelque 214 millions de personnes de par le monde vivent dans un pays qui n'est pas leur pays d'origine. Pourriez-vous, vous aussi, imaginer dire adieu au pays dans lequel vous êtes né? Quelles raisons vous y pousseraient? Et pour quelles raisons vous installeriez-vous également dans un pays qui ne souhaite pas votre venue, voire l'interdit? Discutez-en en groupe. Tentez de vous informer sur les motifs qui poussent les habitants de pays du Sud et de l'Est à venir chez nous et intégrez ces informations dans votre discussion de groupe.

L'Europe dans le monde

- Loin d'être une île, l'Europe s'inscrit dans un monde dont les différents éléments ne cessent de s'intégrer. Aussi l'UE a-t-elle la responsabilité de s'engager sur la scène internationale. Et ce pour défendre ses intérêts, pour influencer positivement sur l'évolution du monde et pour aider ceux qui n'ont pas la chance de bénéficier des mêmes conditions de vie que les Européens.

C'est ainsi que l'Union s'engage énormément dans le domaine de la protection du climat et s'efforce de rallier à une stratégie commune les autres pays qui rejettent de larges quantités de dioxyde de carbone dans l'atmosphère. Il s'agit, en l'occurrence, de la Chine et des États-Unis, par exemple. De même, d'autres questions liées à la protection de l'environnement jouent un rôle majeur et appellent une résolution commune. La pollution des océans et le phénomène de surpêche qu'on y constate en sont quelques exemples.

L'UE s'investit dans le monde entier pour la démocratie et tente, par son influence, d'amener d'autres pays à respecter les droits fondamentaux et les libertés fondamentales démocratiques et à les garantir à leurs citoyens.

L'UE travaille d'arrache-pied à atteindre ce qu'on appelle les objectifs du millénaire pour le développement, fixés par les Nations unies, qui, pour faire bref, sont censés diviser par deux la pauvreté absolue d'ici à 2015. Par pauvreté absolue, on entend les personnes qui doivent vivre avec moins d'un dollar par jour.

L'Europe ne peut orienter seule le destin de notre planète, mais sans elle, rien ne bouge non plus. Nous vivons dans un monde dans lequel nous ne pouvons être satisfaits tant que d'autres personnes souffrent.

L'avenir de l'Europe



«Où souhaitez-vous habiter en 2030, comment voulez-vous vivre et qu'aimeriez-vous faire?»

L'Union européenne est plus qu'une association économique. Elle constitue une communauté de valeurs, c'est-à-dire un groupement d'États et de citoyens qui partagent et défendent les mêmes convictions fondamentales.

À cet égard, contrairement au siècle précédent, le XXI^e siècle regorge d'inconnues. La paix entre les États membres est assurée et de vieilles inimitiés ont pu se transformer en amitiés durables ou, à tout le moins, en partenariats économiques. L'UE se trouve toutefois face à de nouveaux défis qu'elle doit relever, à l'aube de ce nouveau siècle, pour préserver les valeurs fondamentales pour ses citoyens.



Exercice

2030 et moi

Où souhaiteriez-vous habiter en 2030, comment voudriez-vous vivre et qu'aimeriez-vous faire?

Ces questions appellent assurément des réponses différentes selon les uns et les autres. Cependant, la concrétisation de nos souhaits ne dépend pas seulement de nos aptitudes personnelles et de la chance, mais également du cadre politique. Quels sont vos projets, quelles exigences avez-vous vis-à-vis de la politique?

En 2030, j'aimerais vivre en/à _____ et travailler comme _____

_____ Je m'imagine vivre comme ceci:

_____ Pour atteindre ces objectifs, j'adresse aujourd'hui les exigences suivantes aux responsables politiques de mon pays:

_____ J'attends aujourd'hui de la politique européenne qu'elle

L'Europe dans le monde globalisé

► Il est manifeste que les économies des pays européens sont confrontées à de grands défis, posés en partie par la mondialisation, c'est-à-dire l'élargissement de l'économie de marché à de vastes pans de la planète. Les biens, les capitaux, les idées et les informations franchissent les frontières très vite et sont disponibles partout, ce qui génère une concurrence mondiale.

Ce phénomène a pour nous des conséquences directes: une entreprise française doit, désormais, non plus seulement s'intéresser à ce que font ses concurrentes en France ou de l'autre côté des Pyrénées, en Espagne, mais

également se positionner par rapport aux prix de production en Chine, aux États-Unis et en Inde, et doit pouvoir rivaliser avec ces prix, soit en vendant ses produits aux mêmes prix bon marché, soit en fabriquant des produits qui, certes, sont plus chers, mais sont de meilleure qualité.

Toutefois, la mondialisation ne suffit pas à elle seule pour expliquer le changement de nos conditions de vie. Aussi bien les citoyens que les sociétés vieillissent. En ce qui concerne les premiers, c'est très bien, car cela signifie que nous vivons plus longtemps. Mais cela implique également que les dépenses de

soins de santé augmentent et que les pensions de retraite doivent être versées plus longtemps.

Parallèlement — et c'est moins positif —, le nombre de nouveau-nés diminue. Au cours des dernières décennies, de nombreuses personnes ont opté pour une famille plus petite, voire ont décidé de ne pas avoir du tout d'enfant. Il en résulte cependant également un problème économique: les jeunes qui doivent cotiser pour les personnes âgées sont de moins en moins nombreux, alors que le nombre de ces dernières ne cesse de croître.

L'Union européenne de demain

La configuration de l'UE de demain est actuellement un sujet de discussion brûlant au sein de l'Union et de ses États membres. Nombreux sont les citoyens qui réfléchissent à l'avenir de l'Europe, mais il va de soi que d'éminents responsables politiques se posent eux aussi des questions à ce sujet. En exemple, voici quelques extraits de discours. Il vous est demandé de les analyser et de discuter de ce que vous en pensez.

1. José Manuel Barroso

José Manuel Barroso, président de la Commission européenne, discours à l'occasion du dialogue du groupe de réflexion de Bruxelles sur le sujet «State of the Union 2013; Federalism or Fragmentation: Spelling out Europe's F-Word», Bruxelles, 22 avril 2013:



«Je suis moi aussi d'avis qu'alors que l'Europe semble souvent vaciller entre intégration et fragmentation, nous devons expliquer clairement nos projets, options et intentions politiques. Nous devons poser un choix fondamental si nous voulons voir se concrétiser l'idée européenne et les valeurs européennes, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de nos frontières.

Je n'ai personnellement pas peur du mot "fédéralisme". Pour commencer, il signifie l'exact opposé de ce que suspectent ou redoutent de nombreuses personnes. Une fédération n'est pas un super-État, mais un regroupement démocratique d'États nationaux à même de traiter des problèmes communs. Pour ce faire, la souveraineté est exercée ensemble de manière que chaque pays, chaque citoyen et citoyenne puisse façonner soi-même son propre avenir. Elle implique donc que nous reconnaissons explicitement que nous, l'Europe, ne pouvons pas nous unir contre la volonté des États membres et que nous devons donc la construire main dans la main avec ceux-ci. Je crois en l'Europe, une Europe dans laquelle les citoyens sont fiers de leurs nations respectives, fiers d'être Européens et Européennes et fiers de nos valeurs européennes.

L'Union européenne sous sa forme actuelle présente déjà indubitablement des éléments constitutifs d'une fédération, à savoir une Commission européenne supranationale qui a pour mission de défendre l'intérêt général de l'Europe, un Parlement européen élu au suffrage universel, une Banque centrale européenne indépendante et une Cour de justice européenne sur le fondement de dispositions juridiques dont il a été convenu qu'elles priment le droit national. Toutes ces institutions disposent de compétences supranationales qui se sont étoffées au fil du temps.

La répartition des compétences entre le niveau central et les différents États membres n'a jamais été coulée dans le marbre. Elle pourra toujours être remise en question, et ne cesse de l'être, d'ailleurs. Même dans des États de tradition fédérale, comme les États-Unis ou l'Allemagne, la subsidiarité est sans cesse mise au banc d'essai et les obligations et pouvoirs du gouvernement fédéral, ainsi que le contenu même de ses compétences, font l'objet de discussions.

Au cours des décennies à venir, je pense que l'Union européenne regardera davantage vers l'avant et portera également son regard davantage au-delà de ses frontières.

Elle constituera pour les citoyennes et citoyens européens, ainsi que pour les États membres, un instrument extrêmement fort dans le cadre du façonnage commun de la mondialisation et de la défense de nos valeurs communes. Le monde évolue très rapidement, et les États membres peuvent jouer — ensemble — un rôle décisif. Ce n'est que si nous nous serrons les coudes et renforçons nos institutions communes que nous serons en mesure de relever les défis posés par les crises

économique et financière, la pénurie de ressources, le changement climatique ainsi que la pauvreté et le sous-développement dans le monde. Et, ensemble, nous créerons également de meilleures conditions pour la protection de nos valeurs communes et préserverons, tout en entreprenant les réformes qui s'imposent, notre modèle social, notre économie sociale de marché et les caractéristiques essentielles du mode de vie européen.»

Source: http://europa.eu/rapid/press-release_SPEECH-13-346_en.htm

2. Martin Schulz

Martin Schulz, président du Parlement européen, s'est exprimé en ces termes dans un livre sur l'Union européenne:



«Je suis convaincu que l'Europe doit continuer sur la voie de l'intégration, faute de quoi elle échouera. De la bouche d'un député européen, cette affirmation est certainement peu surprenante — en fin de compte, on prêche bien assez à nos concitoyens ennuyés que notre communauté peut être comparée à une promenade à vélo: on tombe du vélo si on arrête de pédaler. Mais ce n'est pas comme cela que je l'entends. L'intégration européenne ne doit pas forcément être poursuivie à marche forcée pour éviter un échec de l'UE. Il est tout à fait envisageable de pouvoir accepter le stade final et stable de l'union. Nous n'en sommes toutefois pas encore là. Le renforcement de la coopération que j'entends repose sur le simple aveu que, pour certains points, nous n'avons pas travaillé proprement lorsque nous avons bâti la maison "Eu-



Jello: «Décidez à chaque fois d'une réponse et discutez de vos résultats en classe.»

rope". C'est ainsi que nous possédons par exemple une monnaie commune, sans avoir de politique fiscale et financière commune. La situation devait inévitablement dérailler, et aujourd'hui, les marchés, dont on entend beaucoup parler, nous montrent chaque jour comment les Européens, à cause de cette erreur, ne cessent de se dresser les uns contre les autres. Il en va de même pour la politique des dépenses de l'UE, dès le départ mal orientée. Au lieu d'investir dans des domaines d'avenir clés, nous déversons notre argent dans des gouffres à subventions et maintenons artificiellement en vie des secteurs appartenant au passé. Tout aussi grave est le concert de voix discordantes qui se font entendre dans le cadre de notre politique étrangère et de sécurité et qui

font de nous la risée de la communauté internationale.

En outre, il nous faut notamment à moyen terme de la clarté institutionnelle au sein de l'UE, sachant que même les spécialistes ont désormais du mal à s'y retrouver dans les compétences propres du président du Parlement européen, du président de la Commission, du président du Conseil et du président du Conseil européen. Ce dont nous avons besoin de toute urgence, c'est d'un véritable gouvernement européen, élu et contrôlé par le Parlement.»

(Martin Schulz: *Der gefesselte Riese: Europas letzte Chance*, Berlin 2013)

3. Herman Van Rompuy

Herman Van Rompuy, président du Conseil européen, s'est exprimé, à l'occasion d'une allocution à Copenhague, sur la manière de regagner la confiance des citoyens:



«La crise des banques et des dettes souveraines a sérieusement entamé la confiance des citoyens dans la solidité de nos économies: "Dans ce monde fébrile, l'Europe peut-elle rester un continent attractif et concurrentiel?" Même le projet européen suscite désormais des inquiétudes: "L'Union européenne peut-elle apporter les bonnes réponses?" Il ►



«Que se passerait-il si?»: une vidéo pose la question de savoir comment nous vivrions si l'UE n'existait pas. Cette vidéo se trouve ici: http://bit.ly/Debate_Europe

► est vrai que nos économies, toutes sans exception, doivent s'adapter aux nouvelles réalités globales.

Pour rester compétitifs, nous devons, nous, Européennes et Européens, travailler plus et mieux, dans un esprit innovant et créatif. Nous ne pouvons plus nous permettre de vivre au-dessus de nos moyens. Des réformes s'imposent, UE ou pas UE. Un déficit public de 15 % et des dettes souveraines à hauteur de 160 % du PIB sont inacceptables — UE ou pas UE. La compétitivité de nos économies doit être renforcée — UE ou pas UE.

Or, même lorsque les décisions émanent du niveau national, l'opinion publique impute souvent la faute à l'Union européenne. La vérité est que, en période de bonne conjoncture, nous n'avons rien changé — ou du moins pas assez. Nous devons donc apporter ces changements en ces temps difficiles. Quoi qu'il en soit, nous nous portons indubitablement mieux lorsque nous le faisons ensemble! Tous les dirigeants politiques européens le savent et agissent donc également en consé-

quence, comme je le constate d'ailleurs à chaque sommet. Mais comment pouvons-nous convaincre nos concitoyennes et concitoyens? Voilà le défi le plus difficile que nous ayons à relever.

Emploi, croissance et leurs prérequis — stabilité politique et financière: tels sont les ingrédients de base pour regagner la confiance de la population — confiance dans la force et la résilience de notre continent, des économies européennes, et foi dans le projet européen. Une fois de plus, tout est inextricablement lié.

Les femmes et hommes politiques disposent également d'un moyen supplémentaire pour reconquérir la confiance des citoyens: leur dire la vérité.

Une première vérité est qu'il faut du temps avant que les réformes ne fassent réellement sentir leurs effets dans les domaines de la croissance et de l'emploi. Une deuxième est que la réponse définitive à la crise ne passe pas par la création d'instruments financiers (fonds et obligations), mais par l'introduction de changements dans l'économie réelle. Et une troisième est

que, sans l'Europe, les coûts ne seraient pas supportables.

Quiconque prétend que son pays peut y arriver seul, non seulement fanfaronne, mais pire encore, ment! Le populisme et le nationalisme ne peuvent être les réponses aux défis de notre époque. Les femmes et hommes politiques doivent énoncer clairement les enjeux. Ils doivent également s'engager avec fermeté en faveur de leurs convictions européennes. Comment peut-on exiger de faire progresser le projet européen si les dirigeants politiques n'ont pas le courage de défendre et de promouvoir l'intégration européenne? C'est aussi simple que cela. Il nous faut une politique européenne, mais également une langue européenne.»

(«Beyond the institutions: Why Europe today?», discours de Herman Van Rompuy, président du Conseil européen, lors de la conférence sur l'Europe, Copenhague, 11 mai 2012)

Source: http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/en/ec/130149.pdf

Et maintenant, à VOTRE tour!

- Comment voyez-vous le projet? La construction future de l'Union européenne concerne surtout la jeune génération, qui vivra et façonnera sa vie au XXI^e siècle. Que voulez-vous? Qu'est-ce qui est important pour vous?

Sur la base des textes des dirigeants européens ci-dessus, posez-vous ces questions. Dressez votre propre liste de priorités. Quels sont à vos yeux les trois points cruciaux? Et trois autres points dont vous ne voulez absolument pas?

Pour vous aider, nous vous proposons le modèle suivant:

Je veux absolument:	Je ne veux absolument pas:
1.	1.
2.	2.
3.	3.

Comparez vos priorités entre elles et, en classe, discutez de la façon dont vous voyez votre Europe de demain.

Voici quelques pistes de réflexion: quelle doit être la structure de l'UE pour pouvoir affronter les défis? Réfléchissez également aux points que vous avez déjà abordés dans le cadre de l'exercice sur la monnaie unique («Qui doit décider de la monnaie unique?», p. 28).

Taille

- L'UE doit être plus grande. Ce n'est que si elle s'étend à d'autres pays qu'elle disposera du poids nécessaire.
- L'UE ne peut pas accueillir de nouvel État membre, sinon elle se dénature trop et perd en capacité d'action.
- L'UE doit être réduite. Aux fins d'une meilleure cohésion, les pays qui n'ont pas envie de poursuivre le développement de l'UE doivent la quitter.

Compétences

- L'UE doit recevoir plus de droits de la part des États membres afin de gagner en efficacité, c'est-à-dire: Bruxelles et Strasbourg, en tant que centres de décision, doivent prendre davantage de décisions s'appliquant à l'ensemble de l'UE.
- L'UE doit s'en tenir à l'actuelle répartition des tâches entre elle et les États nationaux, car c'est une répartition bien équilibrée.
- L'UE doit restituer des compétences aux États membres et se concentrer sur l'essentiel, à savoir sur un marché intérieur efficace. La protection de l'environnement, la protection des consommateurs et la politique étrangère devraient être assurées par les États membres.

Armée

- L'UE doit créer sa propre armée européenne afin de pouvoir appuyer ses exigences et de pouvoir mener ses propres actions militaires, par exemple dans les Balkans ou en Afrique.
- L'UE est une puissance civile et ne devrait pas s'occuper de questions militaires.

- L'UE devrait poursuivre sa coopération actuelle avec l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et ne faire intervenir ses troupes que dans des actions restreintes, lorsque l'OTAN n'est pas intéressée.

Prise de décisions

- Au sein de l'UE, les décisions devraient être arrêtées uniquement par le Parlement européen, car c'est nous tous qui avons élu les députés qui le composent.
- Les décisions dans l'UE devraient, comme jusqu'à présent, être prises conjointement par le Conseil de l'Union européenne et le Parlement européen.
- Les décisions importantes devraient faire l'objet d'un référendum européen se déroulant le même jour dans toute l'Union.

Procédure décisionnelle

- L'UE devrait en principe arrêter des décisions à la majorité, car, sinon, avec près de 30 États membres, un accord est rarement trouvé, et seulement à la fin de longues procédures.
- L'UE devrait en principe prendre des décisions à l'unanimité, car un pays souverain ne devrait pas être mis en minorité.
- Dans l'Union, les questions de tous les jours devraient être réglées à la majorité, les questions fondamentales à l'unanimité, car ce mode opératoire assure un bon équilibre entre efficacité et prise en considération de tous.

L'euro

- Plus les pays adoptant l'euro comme monnaie seront nombreux, plus l'intégration de l'Europe sera profonde.

Nous devrions donc insister pour qu'un maximum de pays adoptent la monnaie unique, le cas échéant, quitte à les y aider financièrement.

- Seuls les pays qui respectent vraiment les conditions de l'union monétaire devraient être membres de la zone euro. Le respect des règles par ces pays devrait être contrôlé en continu.
- Une monnaie unique n'est pas une bonne chose pour l'Europe. On constate justement en période de crise qu'il est impossible, au sein de l'UE, de s'accorder sur une seule et même politique. Une politique financière et monétaire nationale permettrait d'obtenir de meilleurs résultats plus rapidement. L'UE devrait donc en revenir aux monnaies nationales, ce qui n'exclut toutefois pas la coopération.

Emploi

- L'Union européenne devrait créer activement de l'emploi. En soutenant des projets d'infrastructures le plus transfrontières possible — par exemple la construction de routes ou de ponts — pour relier les États membres entre eux, elle pourrait créer de nombreux emplois.
- Les États sont les mieux placés pour savoir comment créer de l'emploi sur leur propre territoire. L'UE ne doit donc pas s'en occuper.
- Il ne faut pas commencer par créer de l'emploi, nous avons suffisamment d'offres d'emploi en Europe. La consolidation de la libre circulation et l'amélioration des échanges d'informations permettraient aux demandeurs d'emploi de trouver plus rapidement un travail.

L'Union des citoyennes et citoyens



► Comme nous l'avons déjà évoqué, les citoyens européens sont représentés dans l'UE par le Parlement européen.

Ce dernier est élu pour un mandat de cinq ans par tous les électeurs de l'Union européenne. On peut voter à partir de 18 ans, et même dès 16 ans en Autriche. L'âge électoral passif varie d'un État membre à l'autre. Alors qu'en Allemagne, au Danemark et en Finlande, on peut être élu au Parlement européen dès 18 ans, ce seuil passe à 21 ans en Grande-Bretagne, en Lituanie et en Pologne, par exemple. À Chypre, en Grèce et en Italie, il faut même avoir 25 ans pour pouvoir devenir député européen. Les citoyens de l'Union qui vivent dans un autre pays de l'UE (un Autrichien vivant en Hongrie, par exemple) peuvent y voter. Le Parlement est un maillon clé de la chaîne décisionnelle de la politique européenne. Le Parlement et le Conseil sont les colégislateurs de l'Union européenne. Concrètement, sans Parlement européen, rien ne se passe en Europe!

Bien que le Parlement européen exerce des fonctions importantes et représente directement les citoyennes et citoyens, l'intérêt pour les élections européennes est relativement faible. L'influence du Parlement européen s'est considérablement accrue depuis 1979. Il peut codécider dans un nombre sans cesse croissant de domaines. Même si le Parlement européen a donc aujourd'hui nettement plus de pouvoir qu'il y a 30 ans, la participation aux élections est en baisse. Au sein de l'UE, seulement 43 % des citoyennes et citoyens, en moyenne, se sont rendus aux urnes lors des dernières élections au Parlement européen en 2009.

Exercice

Pourquoi la participation électorale est-elle si faible?

Discutez de vos idées et réflexions en petits groupes et demandez ensuite à des personnes qui étaient déjà en âge de voter en 2009, par exemple à vos parents ou à des personnes dans la rue, si elles ont pris part aux élections au Parlement européen de 2009. Si la réponse est négative: pourquoi?

Écrivez les résultats sur une affiche, disposez en vis-à-vis dans un tableau les arguments pour et contre la participation aux élections. D'autres arguments vous viennent en tête? Ajoutez-les.

Exercice

Et vous? Que décideriez-vous?

Motivez votre décision! Qu'est-ce qui vous ferait changer d'avis?

Au début de l'été 2014,		je serai en âge d'aller voter	je ne serai pas encore en âge d'aller voter, mais si j'avais l'âge
je		voterai/resterai à la maison	voterai/resterai à la maison

L'Union européenne — Une communauté d'avenir

- L'Union européenne a vu le jour après la Seconde Guerre mondiale dans le but de remplacer une hostilité séculaire entre les États européens par de l'amitié et de la coopération.

Force est de constater, plus de cinquante ans plus tard, que c'est mission accomplie. Certes, les préjugés de part et d'autre sont encore parfois tenaces, mais la menace de la guerre n'est plus jamais brandie. Les divergences de vue sont abordées dans les salles de conférence et généralement réglées par un compromis, dont tous les pays participants peuvent se satisfaire.

L'Union européenne a donc atteint son objectif premier, à savoir garantir la paix entre les États membres. Elle n'en est pas devenue pour autant superflue,

car les valeurs qu'elle représente sont toujours d'actualité.

L'Europe fait face à de nouveaux défis — de la lutte contre le changement climatique à celle contre le terrorisme international, en passant par la participation au modelage de la mondialisation. Il est indiscutable qu'aucun État européen ne peut accomplir seul toutes ces tâches. Mais tous ensemble, nous représentons près d'un demi-milliard de personnes, fortes d'une économie robuste et d'une formation solide. Ensemble, nous pouvons obtenir quelque chose. L'Union européenne nous aide à façonner notre vie privée comme nous aimerions qu'elle soit.

À cet égard, les discussions et controverses vont naturellement bon train sur

l'évolution de l'UE. Il n'existe pas de solution miracle, et les conceptions différentes considérablement d'un État membre à l'autre.

L'UE est un chantier permanent, une institution qui évolue. Pour qu'elle emprunte la direction que nous, citoyens européens, estimons juste, nous devons y prendre part. La première étape est de participer aux élections au Parlement européen. Plus la participation sera élevée, plus le Parlement pourra exercer de l'influence et se faire entendre. Si nous ne voulons pas que d'autres décident pour nous, nous devons le faire nous-mêmes. Et le Parlement européen nous y aide.

L'Europe et nous

- Un bon moyen de s'informer au sujet du Parlement européen est d'inviter votre/vos députés européens à l'école et de lui/leur poser des questions. Il va de soi qu'un entretien avec un membre du Parlement européen n'est pas la seule possibilité de se renseigner au sujet de l'Europe, voire de s'engager soi-même pour cette cause.

«Nous espérons que vous avez trouvé cela intéressant! Si vous voulez en savoir plus, nous avons regroupé quelques conseils à la page suivante. À bientôt!»



Suivent quelques conseils de lecture ou d'activités pour ceux et celles qui veulent se renseigner davantage sur l'Europe.

- **Le coin des enfants**
Jeux et quiz sur l'UE pour les enfants et les jeunes
Site internet: http://europa.eu/kids-corner/index_fr.htm
- **Espace Enseignants**
Matériel pédagogique sur le thème de l'Union européenne et ses activités
Site internet: http://europa.eu/teachers-corner/index_fr.htm
- **Portail européen de la jeunesse**
Sites européens et nationaux sur la formation, le travail, les voyages, etc., pour les jeunes
Site internet: http://europa.eu/youth/EU_fr
- **Europe Direct**
Centres d'information de l'UE partout en Europe. Vous pouvez poser vos questions par téléphone ou par courrier électronique, ou vous rendre dans un centre à proximité de chez vous.
http://europa.eu/europedirect/meet_us/index_fr.htm
- **L'histoire de l'Union européenne**
Informations et vidéos sur les pères fondateurs de l'UE
Site internet: http://europa.eu/about-eu/eu-history/index_fr.htm
- **L'Europe est à vous**
Aide et conseils pour les citoyens de l'UE et leur famille
Site internet: http://europa.eu/youreurope/citizens/index_fr.htm
- **Débat sur l'avenir de l'Europe**
Portail d'information sur les débats européens
Site internet: <http://ec.europa.eu/debate-future-europe/>

Exercice

Testez les adresses internet indiquées.

Avant cela, divisez-vous en plusieurs groupes. Chaque groupe choisit une adresse internet et consulte précisément les informations et suggestions que le site en question contient. Qu'est-ce qui vous a plu ou déplu sur ces sites? Ensuite, exposez vos résultats aux autres. Chacun s'occupe donc d'un site — avant de découvrir les autres.

Bon amusement!

Prendre contact avec l'Union européenne



EN LIGNE

Des informations sont disponibles dans toutes les langues officielles de l'Union européenne sur le site Europa:

europa.eu



EN PERSONNE

Il existe des centaines de centres locaux d'information sur l'Union européenne dans toute l'Europe. Vous trouverez l'adresse du centre le plus proche de chez vous sur le site internet suivant:

europedirect.europa.eu



PAR TÉLÉPHONE OU COURRIEL

Europe Direct est un service qui répond à vos questions sur l'Union européenne. Vous pouvez le contacter gratuitement par téléphone au **00 800 6 7 8 9 10 11**

(certains opérateurs de téléphonie mobile ne permettent pas l'accès aux numéros 00 800 ou facturent ces appels) (à partir d'un pays extérieur à l'Union, en composant le numéro payant **+32 22999696**) ou par courriel via le site internet suivant: europedirect.europa.eu



DES OUVRAGES SUR L'EUROPE

Consultez des publications sur l'Union européenne d'un simple clic sur le site EU Bookshop:

bookshop.europa.eu

Pour obtenir des informations et des publications concernant l'Union européenne en langue française, vous pouvez aussi vous adresser aux:

REPRÉSENTATIONS DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

Représentation en France

288 boulevard Saint-Germain
75007 Paris
FRANCE
Tél. +33 140633800
Courriel: comm-rep-par@ec.europa.eu
Internet: www.ec.europa.eu/france

Centre d'information sur l'Europe

(même adresse)
Internet: www.touteurope.fr

Représentation à Marseille

CMCI
2 rue Henri-Barbusse
13241 Marseille Cedex 01
FRANCE
Tél. +33 491914600

Représentation en Belgique

Rue de la Loi 170
1040 Bruxelles
BELGIQUE
Tél. +32 22953844
Courriel: comm-rep-bru@ec.europa.eu
Internet: www.ec.europa.eu/belgium

Représentation au Luxembourg

Maison de l'Europe
7, rue du Marché aux Herbes
2920 Luxembourg
LUXEMBOURG
Tél. +352 4301-32925
Courriel: comm_rep_lux@ec.europa.eu
Internet: www.ec.europa.eu/luxembourg

PARLEMENT EUROPÉEN BUREAUX D'INFORMATION

Bureau d'information en France

288 boulevard Saint-Germain
75007 Paris
FRANCE
Tél. +33 140634000
Courriel: epparis@europarl.europa.eu
Internet: www.europarl.europa.eu/paris

Bureau d'information à Strasbourg

Allée du Printemps
Bâtiment Louise Weiss
BP 1024 F
67070 Strasbourg Cedex
FRANCE
Tél. +33 388174001
Courriel: epstrasbourg@europarl.europa.eu
Internet: www.europarl.europa.eu

Bureau d'information à Marseille

2 rue Henri-Barbusse
13241 Marseille Cedex 01
FRANCE
Tél. + 33 496115290
Courriel: epmarseille@europarl.europa.eu
Internet: <http://sudest.europarl.fr>

Bureau d'information en Belgique

Rue Wiertz 60
1047 Bruxelles
BELGIQUE
Tél. +32 22842005
Courriel: e Brussels@europarl.europa.eu
Internet: www.europarl.europa.eu/brussels

Bureau d'information au Luxembourg

Maison de l'Europe
7, rue du Marché aux Herbes
2929 Luxembourg
LUXEMBOURG
Tél. +352 4300-22597
Courriel: epluxembourg@europarl.europa.eu
Internet: www.europarl.lu

Des représentations ou des bureaux de la Commission européenne et du Parlement européen existent dans tous les États membres de l'Union européenne. Des délégations de l'Union européenne existent dans d'autres pays du monde.

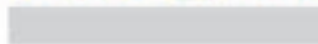
Europe

Le magazine des jeunes curieux

«L'Europe, c'est loin». C'est sur cette phrase provocante que s'ouvre le premier chapitre du magazine destiné aux jeunes curieux, édité pour la première fois à l'échelle de l'UE. Il va de soi que nous sommes en plein cœur de l'Europe, et ce magazine entend vous expliquer ce que cette Europe signifie. Qui gouverne l'Europe, qu'est-ce que l'Union européenne signifie pour les citoyens au quotidien et dans quelle direction notre continent évolue-t-il dans un monde globalisé? À quoi l'Europe de demain doit-elle ressembler? Les élèves âgés de 13 à 18 ans pourront découvrir tout cela et bien plus encore et l'assimiler de manière interactive, tandis que les enseignants ont à disposition leur propre cahier.



États membres de l'Union européenne (juillet 2013)



Candidats à l'adhésion et candidats potentiels à l'adhésion



Office des publications

ISBN 978-92-79-29211-8



9 789279 292118